

# Nouveau Souffle

Semestriel de FLECI n°10  
Numéro spécial 2021

## Le Printemps au FLECI

Dossier

CITOYENNETÉ,  
INTERCULTURALITÉ,  
DÉMOCRATIE  
EN QUESTIONNEMENTS

Reportage

PRINTEMPS AU FLECI  
EN THÉMATIQUES,  
EN DÉVELOPPEMENT  
ET EN PERSPECTIVES



# Nouveau SoufFLE c'est ...

**Nouveau SoufFLE**  
est diffusé par  
**Carrefour des Cultures asbl**

**Éditeurs responsables :**

Khalil NEJJAR  
Richard SAKA SAPU

**Comité de rédaction :**

Khalil NEJJAR  
Jean-Marie DELMOTTE  
Alice BERTRAND  
Olivia OTTE  
Esther NAPOLI  
Florence DE BLEEKERE  
Nelly GONZALEZ  
Marcela IVARS  
Christophe MAGASSA  
Jimlen MATARONG  
Saïda MOHAMED OLO  
Francisco PAREDES  
Rafael PEREZ

**Ont collaboré :**

les membres de FLECI  
Joseph BURNOTTE  
Marco MARTINIELLO  
Maxime PREVOT

**Rédactrice en chef :**

Alice BERTRAND

**Graphisme :**

Jennifer GILLES

**Contact :**

avenue Cardinal Mercier, 40  
5000 Namur, Belgique  
info@carrefourdescultures.org  
tél. : 081/41 27 51

*UN ESPACE DE RÉFLEXION CONTINUE ENTRE LES APPRENANTS ET LES FORMATEURS POUR OFFRIR À L'APPRENTISSAGE DE LA LANGUE UN MOUVEMENT ET UNE DYNAMIQUE INTERNE QUI INVITENT LES CURIOSITÉS À S'EXPRIMER, LA CONNAISSANCE À SE DÉVELOPPER ET L'ALTÉRITÉ À PRENDRE PLACE DANS NOS IMAGINAIRES ET CONSCIENCES.*

*UNE TRIBUNE QUI ASSOCIE APPRENANTS, EXPERTS ET PERSONNES-RESSOURCES POUR RELIRE L'INTÉGRATION, LA DIVERSITÉ ET LE BIEN-ÊTRE COLLECTIF.*

## Sommaire

<b>Édito</b> .....	<b>3</b>
<b>Dossier</b> .....	<b>6</b>
<b>Citoyenneté</b> .....	<b>7</b>
<b>Diversité</b> .....	<b>25</b>
<b>Démocratie</b> .....	<b>41</b>
<b>Reportages et rapportage</b> .....	<b>59</b>

Carrefour des Cultures a choisi la rencontre pour initier son projet. Il s'agit d'un rendez-vous que se sont donnés ARCN et Marabel pour cultiver ensemble une synergie d'action. Carrefour des Cultures a opté pour l'échange et le débat pour confronter le similaire et le dissemblable, activer des intersections et élever une action commune. Carrefour des Cultures a élu la démocratie associative pour penser l'implication citoyenne dans la chose publique et il a fait de l'interculturalité le point de départ de toute réflexion, action, projet qui traverse ses orientations.

C'est dans ce contexte, cet environnement, ces interrogations que Carrefour des Cultures s'est forgé une identité autour du tryptique Diversité, Démocratie, Citoyenneté.

20 ans après, au fil des réajustements et des adaptations, ... il est temps aujourd'hui de procéder à des ressourcements nouveaux qui associent la structure, le public, les partenaires et des regards extérieurs experts.

Pour honorer nos engagements et nos orientations, et conscients que toute réflexion ne peut avoir d'utilité qu'à partir du regard d'un public concerné, nous avons choisi comme point de départ à ce ressourcement notre projet Français Langue Étrangère (FLECI), là où le public ne cesse de se multiplier et se diversifier.

C'est ainsi que l'idée du *Printemps au FLECI* est née et a bourgeonné dans un esprit d'interaction et s'est matérialisée à partir de la deuxième quinzaine d'avril 2021.

Parler du *Printemps au FLECI* sous les averses hivernales peut sembler quelque peu hors de propos voire un brin surréaliste. Mais ne sommes-nous pas en Belgique ?

Soyons réalistes, les vacances estivales, les aléas de la pandémie, les contraintes et exigences de la rentrée académique, le temps de recul nécessaire pour valoriser et valider les contenus avec les apprenants, ont été autant de coups de freins dans une circulation dense et incertaine.

La diffusion attendue du présent numéro de *Nouveau SoufFLE*, à la veille de la trêve des confiseurs, ne peut être récompensée que par une attention critique que nous souhaitons vous voir lui apporter.

Quelle belle manière de vous souhaiter nos vœux anticipés pour une année 2022 que nous rêvons davantage tournée vers l'essence humaine.

# INTRODUIRE LE PRINTEMPS AU FLECI

## PRÉFACER LE NOUVEAU SOUFFLE

*Printemps au FLECI a fait de la rencontre et de la réflexion en commun le leitmotiv d'une application bijective qui allie les objectifs de FLECI aux champs d'action de Carrefour des Cultures, projets, méthode et plaidoyer. Il s'agit là d'inover notre espace FLE et, au travers des ateliers, d'assurer une contribution au questionnement de la philosophie, de la manière de faire et d'agir de Carrefour des Cultures.*

*Il s'agit, ensemble :*

- de renforcer la participation du public dans son apprentissage de la Langue Française en le rendant acteur à part entière à l'intérieur des murs de Carrefour des Cultures mais surtout dans la sphère publique ;*
- de faire des principes et des valeurs de l'éducation permanente une approche et une méthode pour l'Action sociale ;*
- de familiariser le public avec la philosophie et le champ d'action de Carrefour des Cultures.*

*Au sortir de plusieurs isolements, le moment était propice pour inviter le public à relire et questionner avec son passif et son nouvel actif la citoyenneté, la diversité,*

*la démocratie et l'interculturalité. Chez Carrefour des Cultures, le public est considéré comme un participant, pas seulement comme un apprenant. Sa contribution est indispensable pour donner sens à ce ressourcement. Pour ce faire, nous avons activé des espaces qui favorisent la mise en commun et la co-construction. Il s'agit des ateliers confectionnés à partir des thématiques qui s'entrelacent avec les projets développés au sein de Carrefour des Cultures et avec le débat de société.*

*Ateliers Cinéma, Image et photolangage, Cuisine et culture, Manuel, tels sont les espaces d'échange que nous avons élus pour donner réplique à cette réflexion collective et aux objectifs que s'est assignée la réflexion.*

*Ce dixième numéro de Nouveau SoufFLE consacre cette volonté de renouveau et offre une édition spéciale composée de deux parties. La première, comme à l'accoutumée, est dédiée au dossier mais la deuxième partie sera consacrée au reportage réalisé auprès de chaque atelier tout au long du projet.*

*Les pages qui s'ouvrent vous en diront davantage sur cette initiative.*

## CITOYENNETÉ, INTERCULTURALITÉ, DÉMOCRATIE EN QUESTIONNEMENTS

*L'atelier Nouveau SouffLE, qui a emprunté son intitulé au titre de notre revue, a activé un chantier pour questionner le triptyque de Carrefour des Cultures et a choisi de faire du dossier de ce numéro spécial un espace pour cultiver les approches et les interrogations en lien avec Citoyenneté, Diversité et Démocratie.*

*La réflexion en commun a constitué le point départ de ce processus pour penser, lire et décoder les trois concepts et une base nécessaire pour asseoir une méthodologie facilitatrice de l'articulation de la démarche et de sa mise en œuvre. Cette phase s'est clôturée par la matérialisation d'une feuille de route en adéquation avec l'étendue et l'esprit du projet global Printemps au FLECI et avec les objectifs qui dominent la philosophie de la revue.*

*Les conclusions de ces échanges et concertations se sont acheminées vers la réalisation, dans un premier temps, d'une animation collective et des contributions individuelles mettant en avant les voix des apprenants, et dans un deuxième temps vers une complicité qui met en interactions les curiosités des apprenants avec le savoir-faire et agir de l'équipe de Carrefour des Cultures d'une part et d'autre part les regards de l'expert.*

# CITOYENNETÉ,

## PREMIER LEVIER DU TRIPTYQUE

*Il est essentiel que la citoyenneté soit large et inclusive, c'est-à-dire que les personnes fragilisées et notamment celles d'origine étrangère puissent devenir des citoyens à part entière, et participer réellement à la vie et à la construction de la société.*

*C'est à la fois une question de respect de ces citoyens, mais aussi d'enrichissement de l'espace public et de renforcement de l'intérêt pour la chose publique.*

***Est-ce que la citoyenneté est une affaire des nationaux ou une affaire de toutes les personnes qui se trouvent en même temps dans un espace et un temps déterminé ?***

***Le parcours d'Intégration est-il un moyen pour les étrangers d'exercer leur citoyenneté ?***

***Est-ce que la citoyenneté s'arrête à la frontière de la nation ou plutôt ses valeurs s'étendent à l'échelle mondiale ?***

***L'étranger peut-il réussir son intégration dans la société belge facilement ?***

*Toutes ces questions ont fait l'objet de réflexions collectives et d'entretiens individuels auprès des apprenants, d'échanges avec l'équipe permanente et d'une contribution externe de Joseph Burnotte.*

# LES VOIX DES APPRENANTS

Les voix des apprenants se sont élevées pour questionner la citoyenneté à partir de la politique d'intégration et, notamment, celle liée au parcours décrété par la Région en la matière. Dans un premier temps, une réflexion collective s'est développée autour d'une animation « **citoyenneté et parcours d'intégration** » programmée au sein de l'atelier Nouveau SoufFLE ; dans un deuxième temps cette réflexion s'est ouverte aux participants d'autres ateliers qui nous ont livré leurs regards et leurs approches autour de cette première thématique.

## Animation et réflexion collective

### *Citoyenneté et parcours d'intégration*

Le FLE comme pilier du parcours d'intégration a fait l'objet d'échanges. Entre obligation du parcours et formations édictées, les avis sont partagés.

**Marcela** est favorable à ce parcours, elle trouve important d'être accueillie, de pouvoir assister à des cours, de recevoir une orientation socioprofessionnelle. Cependant, elle n'aime pas le caractère obligatoire de celui-ci. Pour elle, c'est anti-démocratique. Elle est aussi contre l'obligation de résultat en Flandre où il faut atteindre le niveau A2 pour obtenir son certificat.

**Rafael** ajoute qu'effectivement, il est plus difficile pour les personnes analphabètes d'apprendre la langue.

**Saida** intervient et explique qu'il existe des écoles d'alphabétisation. C'est difficile pour la personne au début, mais elle va apprendre.

L'ensemble du groupe insiste sur l'importance d'apprendre la langue du pays où on habite pour participer à la société.

Ensuite, les participants se sont interrogés sur la formation à la citoyenneté qui, elle aussi, est imposée dans le parcours d'intégration. Pour eux, il est important d'être informés sur les droits et les devoirs parce qu'ils sont différents dans toutes les contrées et plus précisément entre la Belgique et les pays d'origine.



**Marcela** intervient en disant qu'elle ne connaît pas bien ses droits et ses devoirs en Argentine. Pour cette raison, elle pense que ces informations sont importantes pour tout le monde. La connaissance de son pays est importante pour être citoyen.

**Rafael** renchérit, pour lui, les citoyens ignorent souvent leurs droits et devoirs dans le monde entier.

Dans ce sens, pour **Marcela**, chaque personne devrait, à partir de 16 ans, recevoir une formation de citoyenneté pour connaître ses droits et ses devoirs et être un citoyen actif. Elle ajoute qu'elle a commencé à s'intéresser à la politique à 35 ans seulement ...

## Regards et contributions

### *L'étranger peut-il réussir son intégration dans la société belge facilement ?*

À mon avis, l'intégration dépend de deux facteurs, la manière dont la société se prépare à accueillir les personnes qui arrivent et la persévérance du nouvel arrivant qui devra parcourir un long chemin pour faire face aux démarches administratives et apprendre la langue. La personne devra continuer malgré tout pour pouvoir atteindre son rêve.

L'enseignement gratuit de la langue permettra à l'étranger de pouvoir exprimer ses pensées, ses

### *Titre de séjour et droit au travail*

Pour moi, la citoyenneté est la capacité juridique d'une personne de jouir de différents droits prévus par la constitution et par la loi, et d'assumer en contrepartie ses devoirs.



En tant qu'étranger, on rencontre différentes difficultés dans l'exercice de la citoyenneté. Celles-

**Rafael** se souvient que, avant, au Venezuela, il y avait à l'école une formation morale et civique. Aujourd'hui, cela n'existe plus.

À l'issue de cette réflexion collective, différents participants se sont exprimés sur plusieurs sujets en lien avec cette première thématique.

émotions et être sa propre voix. Les cours de citoyenneté sont nécessaires pour connaître ses droits et ses devoirs et apportent une sensation de sécurité et la possibilité de pouvoir mener la vie quotidienne. L'orientation socioprofessionnelle est essentielle pour trouver un travail qui nous corresponde et nous permette de prendre notre envol.

**Marcela Ivars**

ci sont essentiellement liées à la loi qui régit la résidence et le travail des étrangers en Belgique. Je trouve que nous souffrons de la complexité des formalités d'octroi et de renouvellement des titres de séjour et notamment le fait que différentes autorités soient compétentes en la matière. Je pense que l'on pourrait faciliter l'intégration des étrangers dans la société belge en simplifiant les procédures administratives liées à l'obtention d'un titre de séjour et en mettant en œuvre une approche basée sur la compétence pour reconnaître les acquis des personnes et faciliter leur intégration sur le marché de l'emploi.

**Zahra Baha**

## Vivre sa citoyenneté

Le citoyen dispose, dans une communauté politique donnée, de tous ses droits civils et politiques, et notamment du droit de vote.

La nationalité et la résidence sont des choses différentes de la citoyenneté, même si la « nationalité » est presque toujours attachée à la citoyenneté.

« Je suis étrangère, je vis à Namur depuis 3 ans. Je voudrais parler français couramment, trouver un travail, m'intégrer à la culture belge et construire mon propre cercle de vie.

En Wallonie, il faut d'abord apprendre le français. J'ai trouvé plusieurs écoles à Namur : l'ILFoP, l'IEPSCF NAMUR-CADETS et Carrefour des Cultures. Je trouve qu'ici, il n'y pas beaucoup de cours de français, surtout à partir du niveau B1. Je m'inquiète de passer trop longtemps dans le même niveau et que le cours se ressemble d'année en année. C'est donc devenu un grand challenge pour moi, je veux davantage étudier le français par moi-même.

Ensuite, il y a la formation à la citoyenneté qui fait partie du parcours d'intégration en Wallonie. Pour moi, cette formation est intéressante. Chaque pays est différent, les droits, les cultures, les rapports sociaux ne sont pas pareils. Je crois qu'après le parcours d'Intégration, l'étranger s'adaptera rapidement.

À Taïwan, il existe un cours de citoyenneté obligatoire pour tous les enfants et les adolescents



jusque l'âge de 18 ans. Donc, pour cette raison, je suis persuadée que les étrangers prennent part au parcours d'Intégration quand ils ont décidé de vivre dans un pays. Pour suivre cette formation, je connais aussi le CPCP, le Centre Permanent pour la Citoyenneté. Il faut avoir un bon niveau de français, A2 ou plus, pour s'inscrire.

Après avoir obtenu la carte de séjour, il est possible de prendre un rendez-vous et de demander des renseignements au Forem. Le Forem peut vous aider, soit à chercher un cours soit trouver un travail.

S'intégrer en Belgique est donc, normalement, facile, surtout à partir du moment où tu as un bon niveau de français (B1 ou plus), une carte séjour et un permis de travail. Tu

n'as pas besoin de perdre ta nationalité originale, il n'y a pas de condition trop dure ou impossible.

En Belgique, il y a beaucoup d'organisations qui aident l'étranger à réussir son intégration. Pourtant je trouve que, selon les différentes régions, la probabilité de réussite varie. Par exemple, à Bruxelles, il en a plus de ressources qu'à Namur. En Wallonie, il y a une condition spécifique pour devenir un citoyen belge. Il s'agit de « Prouver son intégration économique ». Cela veut dire qu'il faut travailler légalement pendant 5 ans. Mais avant d'en arriver là, je dois pratiquer le français couramment. Après pourrais-je trouver un travail avec un bon contrat à long terme ? Combien de temps passera avant d'avoir travaillé le temps requis ? C'est vraiment un défi pour moi. »

*Jing-Ling Zhou*

### ***Des valeurs pour guider sa citoyenneté***

La citoyenneté est le fait qu'un État reconnaisse à une personne d'exercer les droits et devoirs selon la loi, c'est d'avoir le droit de vote et des devoirs comme payer des impôts. Pour moi, la citoyenneté est une affaire de personnes qui se trouvent dans un certain espace, mais la nation reconnaît seulement certaines personnes comme faisant partie d'un pays. Pour cette raison, je dirais que la citoyenneté s'arrête à la frontière de la nation. Nationalité et citoyenneté sont liées. Souvent, c'est compliqué d'exercer sa citoyenneté dans un pays dont on n'a pas la nationalité. Cependant, chaque personne a des valeurs qu'elle emporte avec soi en voyageant. Ces valeurs continueront de guider sa vie.

En Belgique, il faut réaliser un parcours d'intégration dans une région et le ministère de

la justice décide si vous êtes éligible pour obtenir la nationalité belge pour autant que la personne ait rempli les conditions telles que le paiement des impôts, avoir suivi un cours de français, une formation à l'intégration citoyenne, etc. Le cours d'intégration s'adresse à l'étranger qui ne connaît pas la loi, il s'agit de connaître les droits et devoirs et à travers cela les étrangers peuvent exercer leur citoyenneté.



Mais une grande difficulté pour s'intégrer quand on est étranger est la connaissance de la langue car si vous ne pouvez pas parler une des langues

officielles vous ne pouvez pas communiquer et donc il est difficile de connaître vos droits et devoirs. Je pense que chaque personne devrait faire sa part pour s'intégrer dans la société belge et se conformer aux exigences afin d'exercer sa citoyenneté et participer à la société.

***Xavier Siliezar***

# APPROCHES DE L'ÉQUIPE

L'équipe de Carrefour des Cultures a été également invitée par le comité de rédaction de *Nouveau SouffLE*, à partager leurs réflexions. Jean-Marie, Loubna, Olivia, Tarek et Céline nous ont livré leurs approches et convictions.

## La citoyenneté ou Lettre ouverte à Marcela mais pas que ...

*« Le citoyen est un être éminemment politique qui exprime non pas son intérêt individuel mais l'intérêt général. Cet intérêt général ne se résume pas à la somme des volontés particulières mais la dépasse. » (Jean-Jacques Rousseau Le Contrat social 1762)*

Lorsque Marcela a souhaité m'interviewer pour le numéro de *Nouveau SouffLE* sur lequel elle travaillait avec ses collègues de l'atelier du *Printemps de FLECI*, elle m'a présenté ses questions.

Elle savait déjà que Carrefour des Cultures repose son action sur le triptyque Citoyenneté, Diversité et Démocratie traversé par la dimension interculturelle mais elle souhaitait que je lui explique ce qu'est « être un citoyen », explication qui, à ses yeux, ne pouvait que justifier ce choix prioritaire posé par Carrefour des Cultures.

J'ai donc voulu adresser à Marcela et à toutes celles et ceux qui nous ont fait l'honneur de s'impliquer dans les différents ateliers, cette lettre ouverte à toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Tout d'abord quelques mots sur le mot lui-même et ses origines.

Même si le terme « citoyen », en français, provient du latin, les origines du concept sont à chercher dans la Grèce antique. Les grecs anciens étaient morcelés en cités-États, on dirait aujourd'hui des

villes. C'était leur forme d'organisation politique et leur appartenance. On était d'Athènes, de Corinthe, de Sparte ... Cette cité en grec s'appelait « POLIS ». Riches ou pauvres, tous les citoyens - on disait POLITIS - y disposaient des mêmes droits politiques.

Un groupe de citoyens composait un DÈME (le peuple) et c'est le peuple qui détenait le pouvoir (KRATOS en grec). DÈME+KRATOS, le pouvoir du peuple, ces deux mots ensemble ont fait naître la DÉMOCRATIE. La gestion de la cité, la POLIS, a permis l'éclosion du concept de POLITIQUE.

Quelques siècles plus tard, ce sont les romains qui ont dominé le monde de l'époque tout autour de la mer du milieu des terres, la Méditerranée. Chez eux, la notion de citoyenneté est devenue un concept juridique s'ouvrant sur d'autres droits et avantages mais aussi d'autres devoirs mais la notion de « cité », la CIVITAS, reste centrale. Être citoyen romain, CIVES ROMANUS, est un privilège recherché. À tel point que dans le vieux français on s'en inspirera pour parler des habitants des grandes villes. On parle de « CITEHAINS » de Londres au 12<sup>e</sup> Siècle, de « CITIENS » un peu plus tard puis de « CITOIENS » ...

Un philosophe français, Rousseau, a éclairé le concept de citoyenneté et, en quelque sorte, préfacé la rédaction quelques années après sa mort d'un document qui marque encore la vie de nos cités-États d'aujourd'hui : la déclaration des droits de l'homme ET DU CITOYEN de 1789.

Pendant le joli mois de mai de cette année-là, la France se révolte contre le pouvoir absolu de sa royauté et remet le citoyen « libre et égal en droits » au centre de la vie politique. Les idées de la révolution française vont modifier pour toujours le destin du monde. Une preuve ? Sans elle la révolution américaine n'aurait pas permis la naissance des États-Unis et la statue de la liberté ne se trouverait pas dans le port de New-York.

La citoyenneté est donc étroitement, intimement liée à la politique, à la gestion de la cité-État. Le citoyen détient une (petite ...) partie de la souveraineté politique.

Le citoyen d'aujourd'hui a des droits sociaux (droit à la santé, droits syndicaux, droit à la protection contre le chômage ...), civils et humains (la liberté d'expression, de culte, de propriété, l'égalité face à la Justice ...) et bien entendu politiques (droit de vote, d'éligibilité, d'accéder à des fonctions publiques, d'être protégé par l'État lorsqu'on est à l'étranger ...). Mais il a aussi des devoirs comme par exemple, payer des impôts au profit de la collectivité. C'est tout cela un citoyen.

Mais, direz-vous, on n'a pas besoin de l'action de Carrefour des Cultures pour le savoir ou pour la défense des droits des citoyens belges ...

Exact. Mais la citoyenneté reconnue aux ressortissants belges se heurte à la diversité issue de l'immigration. Est-ce que les italiens qui sont venus travailler dans les charbonnages belges ont bénéficié des mêmes droits que les belges ? Certainement pas. Et les marocains qui les ont suivis peu après ? Même chose. Est-ce que les ressortissants de notre colonie, le Congo dit belge, ont été mieux traités ? Pas du tout.

L'immigration oblige à repenser les fondements de la cité-État-Nation. L'intégration dans le pays d'accueil n'est pas un long fleuve tranquille. Les conflits entre la « majorité » et les nouvelles minorités heurtent la cohésion sociale.

La citoyenneté, hic et nunc - pour faire plaisir aux romains et cela signifie « Ici et maintenant » - ne se limite plus seulement à l'exercice des droits et des devoirs citoyens - même si le combat à cet égard reste quotidien ... merci à la Ligue des Droits Humains, à UNIA et à bien d'autres- mais à la mise en place de rapports politiques, de pratiques et de formes d'identité qui permettent de créer ce qu'on appelle généralement « un sentiment d'appartenance ».



Et c'est là, exactement, le combat de Carrefour des Cultures depuis 20 ans déjà ! Rappeler constamment cet état de fait de la Diversité qui doit permettre l'ouverture de la Citoyenneté et revitaliser la Démocratie par cet apport.

Notre outil de base pour ce faire s'appelle l'interculturalité mais, cela, Marcela et tous les autres, ce sera pour une autre lettre ouverte.

Au fait, comment appelle-t-on un habitant des villes ? Un citoyen ? Non, un citadin.

L'origine est la même mais la signification est bien différente.

Voilà, c'est cela aussi FLECI, les cours de français langue étrangère de Carrefour des Cultures : apprendre énormément sur la langue française et donc l'utiliser à bon escient en notre qualité à tous - sans aucune exception - de citoyen concerné par la chose publique.

Les Latins disaient la RES PUBLICA ... traduite en français par le mot RÉPUBLIQUE.

*Jean-Marie Delmotte*

## Pour une citoyenneté inclusive

Pour moi, la citoyenneté est un concept beaucoup plus large qui n'est pas forcément lié à la nationalité. La citoyenneté découle du simple fait de vivre dans un pays pour une durée donnée et d'exercer ses propres droits et devoirs en toute connaissance de cause. Elle implique que les individus réfléchissent, créent, débattent, critiquent, discutent autour de différentes thématiques en lien avec la société et agissent dans la sphère publique.

La citoyenneté donc, ne doit pas être une affaire qui se limite aux nationaux. À mon sens, le mot « citoyenneté » est une notion qui est beaucoup plus large que la nationalité et englobe beaucoup plus de personnes. Elle concerne toute personne qui voudrait construire un futur dans ce pays, s'installer sur une longue durée et qui voudrait par conséquent y vivre, travailler, étudier ... Parce qu'une personne qui vit dans un pays est soumise à des droits et devoirs et elle a donc le droit de participer aux débats relatifs à ceux-ci, à les comprendre et à faire des choix.



Et c'est ce que nous faisons ici à Carrefour des Cultures notamment avec les cours FLECI, Français Langue Étrangère, Citoyenneté et Interculturalité et la Formation à l'Intégration Citoyenne et l'Éducation permanente, l'objectif c'est de donner aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens, et de participer au développement d'une société démocratique, en rendant le savoir plus accessible et en valorisant l'action collective.

L'éducation permanente est fondamentale parce qu'elle permet à des citoyens de toutes conditions

et de toutes origines de véritablement prendre leur place dans le débat démocratique.

Nous entendons souvent le terme d'« intégration citoyenne », mais qu'est-ce que cela signifie ? Pour répondre à cette question, je pense que c'est intéressant de définir ce qu'est un citoyen ou la citoyenneté en général. Un citoyen est une personne qui se voit reconnue comme membre de la société et par conséquent se voit reconnu dans le droit de participer à la vie de la cité. Donc le droit de participer à la vie sociale, politique, économique d'une société, mais aussi et c'est ici où réside l'essence-même de la démocratie, de participer aux débats publics concernant ces sphères.

Quant à l'intégration, nous pouvons la définir comme le processus qui permet à une personne ou à un groupe de personnes de se rapprocher et devenir membre d'un autre groupe plus vaste.

Donc, l'intégration citoyenne consiste à susciter la participation active dans les affaires de la société de l'ensemble des femmes et hommes qui veulent vivre durablement dans un pays. Ce que je trouve intéressant, c'est que quand on entend « intégration citoyenne », surtout dans le contexte actuel, directement nous faisons le lien avec les primo-arrivants, les immigrés ... mais je ne pense pas que ça n'implique que cette partie de la population. L'intégration citoyenne est un travail qui touche toute personne, autochtone ou pas, c'est un travail de tout un chacun pour entretenir sa citoyenneté, laquelle exige responsabilité, engagement et critique continue de la société.

*Loubna El Idrissi*

## La citoyenneté s'arrête-t-elle à la frontière de la nation ?

Pour moi, être citoyen implique que l'on a des droits et des devoirs : en tant que citoyen, nous devons par exemple payer nos impôts, respecter la loi, mais nous avons le droit de voter, de manifester si des choses ne nous conviennent pas, ... la citoyenneté nous permet d'être reconnus comme membre d'une société, de participer à la vie politique et de prendre part aux choix de la société. Un citoyen est donc un individu qui participe activement à la vie en communauté et qui n'hésite pas à remettre le pouvoir en place en question si c'est nécessaire.

Je pense que beaucoup de personnes (moi y comprise) se considèrent avant tout comme les citoyens d'un État. Je vis en Belgique, je vote aux élections en Belgique, j'obéis aux lois belges. Je me sens impliquée dans la vie, dans l'évolution de la Belgique.

Même si j'ai également la nationalité française, je ne participe pas ou très peu à la vie politique en France : je m'informe un peu de ce qui se passe là-bas, je vote de temps en temps aux présidentielles (le vote en France n'est pas obligatoire). Puisque je n'habite pas là-bas, je me sens un peu moins concernée par les divers événements qui peuvent avoir lieu en France. Par conséquent, je ne me considère pas vraiment comme une citoyenne française.

Malgré tout, je crois que pour certains aspects, la citoyenneté peut dépasser le simple cadre de notre nation. Je pense notamment à tout ce qui concerne l'environnement : de mon point de vue, c'est un problème de gestion mondiale. Nous pouvons donc tous nous sentir impliqués par l'avenir de la planète et agir à notre échelle afin de changer les choses.

En outre, citoyenneté et démocratie sont intimement liées. Sans démocratie, il est extrêmement compliqué d'exercer ses droits et devoirs de citoyens, de prendre part aux

décisions, à la vie de son pays, de faire valoir son opinion si on sait que cette dernière ne sera pas prise en compte.

Actuellement, un climat de méfiance envers le monde politique s'est instauré, les questionnements sur le système démocratique ainsi que la mondialisation ne font qu'exacerber ce sentiment à l'égard de ce régime politique. La notion de citoyen est donc un peu mise à mal.



Un exemple concret de cette « méfiance » à l'égard de nos gouvernants est la gestion de la pandémie et de la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons depuis plus d'un an. De nombreuses décisions plus ou moins discutables ont été prises durant cette période. Ces dernières nous ont tous fait nous questionner à un moment ou un autre sur l'état de santé de la démocratie en Belgique. Même si les mesures prises avaient leur bien fondé, était-il pour autant légitime que le gouvernement nous prive de nombreuses libertés sans nous consulter ? D'ailleurs, des citoyens belges ont exprimé leur mécontentement envers l'absurdité de certaines mesures. Certes, les choses n'ont pas ou peu bougé, mais ils se sont fait entendre et ont tenté de faire évoluer la situation.

Pour conclure, je dirai qu'être citoyen, c'est défendre des valeurs auxquelles on croit, faire son possible pour que nous puissions tous participer au pouvoir et aux prises de décisions. Tout le monde a un rôle à jouer.

**Olivia Otte**

## Une démarche active pour les formations à la citoyenneté

Selon les pouvoirs publics, l'objectif du parcours d'intégration serait d'accueillir et d'accompagner les nouveaux arrivants étrangers en Wallonie. Le but est de les aider à acquérir les connaissances de base sur le fonctionnement de la société et les relations sociales en Belgique et de faciliter ainsi leur intégration dans le pays d'accueil.

Le parcours d'intégration wallon est d'application pour les primo-arrivants et reste accessible à toute personne étrangère ou d'origine étrangère souhaitant y participer.

La Formation à l'Intégration Citoyenne (FIC) serait, en somme, un « facilitateur d'intégration transversal ». Cette formation permettrait un renforcement des conduites interculturelles et citoyennes pour les participants.



Si je n'ai aucun problème avec le fait de convoquer et de mettre en lien les concepts de citoyenneté et d'interculturalité dans le processus d'intégration des nouveaux arrivants, il n'en demeure pas moins que la vision même des notions de citoyenneté et d'interculturalité qui transpirent (l'interculturalité n'est pas citée comme telle dans le Décret) dans les textes légaux de la Région Wallonne suscitent plusieurs questions.

Ainsi, lorsque l'on aborde cette notion de citoyenneté, dans le cadre du parcours d'intégration, par exemple, on fait référence au processus dans lequel un primo-arrivant doit faire valoir, valider, acter un statut de citoyen en Belgique en s'initiant durant une poignée d'heures (20h avant décembre 2018, 60h aujourd'hui) à

une formation à l'intégration citoyenne. Cette manière d'aborder la citoyenneté est peu suffisante pour réaliser son objet.

La citoyenneté est un concept beaucoup plus noble qui ne peut être réduit à une formation. La notion de citoyenneté est au croisement de la philosophie, de la politique et du droit. Elle doit être étudiée dans une perspective historique. Elle n'a pas de contenu fixé une fois pour toute à partir d'un noyau de signification originaire, ici dicté par les autorités régionales. Plutôt, elle se caractérise par son incessante mobilité. Elle est en lien avec des contextes, des individus, des conflits sociaux, différents types d'institutions ... Personne n'a réellement la possibilité de figer la citoyenneté dans un temps, dans un espace et encore moins dans une définition.

D'autre part, cette posture paternaliste exprimant le fait d'une nécessité, pour certains, de l'initiation à la citoyenneté sur des critères totalement arbitraires, nie le fait que l'individu était certainement déjà citoyen ou tout au moins « initié » au concept de citoyenneté dans son pays d'origine que ce soit d'un point de vue juridique ou social.

Ainsi, on impose à un militant anti régime venant de Centre-Afrique de suivre une formation à l'intégration citoyenne à son arrivée en Belgique, alors qu'il a été expulsé de son pays parce qu'étant journaliste, il diffusait des idées démocratiques qui ne plaisaient pas au régime dictatorial de son pays et parallèlement à cela un suédois ne devra pas suivre cette formation parce qu'il est européen. En définitive, si l'accès aux codes de la société constitue un pas pour entrer dans la sphère publique, il ne peut, à lui seul, suffire pour donner sens et pratique à la Citoyenneté. L'esprit critique demeure ici le leitmotiv de toute approche et de tout acte posé en lien avec notre responsabilité individuelle et collective.

Ensuite, de fait l'intégration des personnes doit passer par le chemin obligatoire de l'interculturalité. Mais encore une fois de quoi parle-t-on ?

L'interculturalité permet à l'individu de s'inscrire dans une dynamique d'échange continu entre les deux contextes, les deux références, les deux identités ... Cela pour que le migrant tout comme le national vivent pleinement et de manière positive leur bien-être collectif dans le cadre d'une intégration plurielle. Dans ce modèle on n'impose pas à la personne de s'approprier les codes, us et coutumes, règles, manières de penser, de s'habiller, de vivre ... du pays hôte en imposant de manière directe ou indirecte l'abandon de son identité de base. On invite l'individu à partager son modèle culturel avec celui du pays hôte. Je pense que la manière dont sont pensées, aujourd'hui, les politiques d'intégration, n'est en rien habitée



par un esprit d'interculturalité. Prenons un simple exemple : aucun contact n'est prévu, envisagé, voire suggéré entre ces communautés de nouveaux arrivants et les communautés hôtes dans le cadre du parcours. Si le Décret portant sur le parcours d'intégration constitue un cadre général pour offrir à la société la possibilité de dialoguer et de s'ouvrir sur l'altérité, ce sont les

opérateurs qui doivent offrir à ce cadre une matérialité qui dépasse les articles et les alinéas pour sortir de cette contrainte formelle et embrasser la praxis qui puisse assurer l'interaction continue entre les individus, les communautés et leurs relations à la sphère institutionnelle.

Carrefour des Cultures s'efforce, au quotidien, de s'orienter vers cette manière de voir et d'agir en mettant les citoyens et la citoyenneté au centre de son projet, sa philosophie, son action. La FIC s'inscrit dans cette démarche.

*Tarek Houmimi*

## Le parcours d'intégration, un moyen d'exercer sa citoyenneté ?

Je pense que l'étranger peut réussir son intégration dans la société belge. Cependant, je crois que ce n'est pas facile car il y a beaucoup de choses à apprendre, il faut du temps pour trouver sa place et s'adapter au style de vie belge. Il y a aussi des injustices, des discriminations, des incompréhensions.

Les procédures administratives sont compliquées et c'est important d'être entouré, aidé pour y arriver. Il faut être persévérant et faire preuve de volonté. L'important, c'est d'avoir un projet à construire en Belgique et d'avoir l'envie de le réaliser pour garder l'espoir que c'est possible malgré les obstacles.

Le parcours d'intégration devrait permettre d'enclencher ce droit voire ce devoir mais je ne pense pas que ce soit le meilleur moyen d'y arriver. Cela dépend de la manière dont l'opérateur met en pratique le parcours d'intégration. Certains opérateurs ouvrent l'esprit critique et impliquent les étrangers vers une citoyenneté active, d'autres non.

Mais l'intégration citoyenne devrait concerner tout le monde. Je pense qu'il y a peu de conscience

de l'importance d'exercer la citoyenneté. Être acteur de la société, la réfléchir, la critiquer, la penser autrement et agir pour la changer. La société est le reflet de ses citoyens et sans leurs participations, elle est le reflet d'une minorité qui impose sa vision alors qu'elle ne peut convenir à tous.



C'est important de faire valoir sa citoyenneté pour faire évoluer la société, pour qu'elle ait un visage plus proche de sa population. Plus une population se diversifie, plus elle subit de transformations. L'intégration citoyenne permet de prévenir les ruptures possibles entre une « vieille société » qui n'a pas évolué et un changement « physique » (nombre-diversité) qui n'a pas été pensé, inclus dans sa structure.

**Céline Scieur**

# L'ÉCLAIRAGE DE L'EXPERT

## Citoyenneté des étrangers Fondements et praxis

Francisco, Jimlen, Marcela, Rafael et Christophe ont rencontré Joseph Burnotte et l'ont interrogé selon le canevas du guide d'entretien réalisé en amont.

### Francisco :

#### *Quelle est votre définition du concept de citoyenneté ?*

**Joseph Burnotte :** Être citoyen, c'est habiter sa cité. Habiter, c'est beaucoup de chose. C'est une personne qui s'estime responsable de faire vivre l'endroit où elle est. La citoyenneté, c'est la capacité de pouvoir jouir, dans l'endroit où on vit, de l'accès universel aux services de sa communes, de manière égalitaire (on ne doit pas faire de différences entre les personnes), et aussi l'universalité. C'est aussi d'axer sur la solidarité, la dimension de liberté, pouvoir exprimer librement ses opinions. Le concept de citoyenneté, comment on le conçoit, c'est une idée, je réponds sur le plan conceptuel. Un citoyen, c'est quelqu'un qui habite en bonne entente avec les personnes qui sont dans sa commune et qui s'engage à faire vivre ce vivre-ensemble. C'est aussi quelqu'un qui



assume son devoir électoral, qui va voter et qui réfléchit pour quel parti il vote en s'assurant que celui-ci assure les trois dimensions fondamentales que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, la solidarité. Concrètement, ceci est vrai pour l'endroit où on habite, mais on ne vit pas seul dans sa commune, cette proposition est aussi vraie pour la commune, la région, le pays, le monde dans lequel on vit. Le citoyen doit avoir une vision globale, c'est une personne qui s'informe et se tient au courant des différents enjeux locaux et mondiaux. Ce n'est pas toujours simple, car parfois, on n'a pas envie d'être citoyen et on préfère rester chez soi, dans ses pantoufles et regarder la télévision. Un citoyen, c'est quelqu'un qui est actif et réflexif.

### Jimlen :

#### *Faut-il parler d'une citoyenneté des étrangers et la distinguer de la citoyenneté des nationaux ?*

**J.B. :** Il y a deux réponses à cette question, l'idéal et la réalité. L'idéal, c'est que l'on soit citoyen du monde. C'est facile à dire, mais le monde est constitué de nations. Ce concept n'a pas existé de tous temps, mais à partir du 18<sup>e</sup> siècle, avec la modernité, on a commencé à parler de nations.

L'idée de nation entraîne celle de citoyenneté, de nationalité.

Aujourd'hui, on a court-circuité le concept de citoyenneté. On a assimilé les deux principes. Pour être pleinement citoyen, il faut donc la

nationalité. Celle-ci permet d'aller voter, ouvre la capacité à participer à tout l'ensemble de la vie politique d'un pays.

Même si, depuis 1999, le droit de vote a été octroyé aux étrangers provenant de la communauté européenne et en 2006 aux personnes provenant des autres pays, ce droit n'a été concédé que pour les élections locales. Ceci était une revendication de tous les mouvements syndicaux et sociaux. Elle était double, nous voulions que les étrangers puissent voter pour la commune et pour la région, mais nous n'en avons eu qu'une.



Le vote a été soumis à plusieurs conditions. Celles-ci montrent un peu les biais. Nous sommes habitués à penser à partir d'idées préconçues, de préjugés. Alors, quand on fait une loi, quand on mène une action, on la fait en fonction de ses préjugés. La première condition a été d'ouvrir ce droit aux personnes étrangères, légales dans le pays, pas aux sans-papiers, ni aux demandeurs d'asile, uniquement aux personnes qui ont un séjour permanent en Belgique et qui sont présentes en Belgique depuis au moins 5 ans. On a aussi mis d'autres conditions comme adhérer aux lois du peuple belge, aux principes d'égalité femme-homme, d'universalité, etc. Ceci était pensé pour les personnes issues des pays du monde musulman. Il y avait des conditions pour voter. C'est ici que se situe le biais, le préjugé, en somme certaines personnes pensaient que

certaines populations n'étaient pas capables de voter.

Donc, pour être pleinement citoyen en Belgique, il faut avoir la nationalité belge. Donc, il y a une discrimination par rapport à la notion de citoyenneté globale, mondiale. Et alors, pour avoir la nationalité, il faut faire une demande. Celle-ci est de plus en plus compliquée à obtenir. Avant, c'était assez facile, aujourd'hui, il y a beaucoup de règles, c'est un entonnoir.

La citoyenneté au niveau électoral, c'est être national, sauf pour les élections locales, et européennes et locales pour les européens. Les sans-papiers sont totalement exclus, par exemple. Il y a une citoyenneté à laquelle les étrangers n'ont pas accès.

Dans une vision plus large de la citoyenneté, en tant qu'accès aux droits comme défini plus haut, on constate aussi une discrimination. Les étrangers n'ont pas tous accès aux droits. Ils ne sont pas pleinement citoyens. Par exemple, les sans-papiers n'ont droit qu'à l'aide médicale urgente, leurs enfants ont droit d'aller à l'école, rien d'autre. Les demandeurs d'asile n'ont pas droit à tout, ils ont l'aide médicale urgente, ils reçoivent une modique somme d'argent, le logement dans les centres ou les initiatives locales d'accueil. Les femmes en regroupement familial ont droit au permis B pour l'accès au travail. Mais si le regroupement familial est refusé, elles perdent ce droit au permis de travail. Elles n'ont plus rien et peuvent recevoir un ordre de quitter le territoire.

En ce sens, on peut dire que la citoyenneté devrait être un droit, mais c'est plutôt un privilège.

**Marcela :**

**Quelle est la place de la citoyenneté dans le parcours des primo-arrivants ?**

**Quelle est votre lecture de la formation à la citoyenneté**

**telle qu'elle est décrétée dans les textes de lois ?**

**J.B. :** J'étais contre le parcours car c'était encore poser des conditions à l'obtention des papiers ou à être vraiment intégré, c'est une manière de coller un label de « bon citoyen » parce qu'il suit un parcours d'intégration. C'est devenu obligatoire pour quelqu'un qui veut obtenir la nationalité. Si on ne fait pas le parcours d'intégration, on ne peut pas obtenir la nationalité.

Le parcours est donc une des conditions de la citoyenneté aujourd'hui. C'est une discrimination en soi. Avant, il n'y avait pas besoin de ça. On pourrait comparer un peu la société à un aquarium : le poisson est dans l'eau

et des idées comme le racisme, la xénophobie sont devenues comme l'eau de l'aquarium. Les lois ont pris un peu la teinte de l'eau de l'aquarium et elles sont devenues plus hostiles aux étrangers, d'où le parcours d'intégration.

Le parcours est une discrimination par rapport aux étrangers.

**Marcela :** Je ne sais pas si c'est une discrimination. Pour moi, c'est une manière de comprendre la société belge et je suis contente d'être accueillie de cette manière, d'avoir l'opportunité d'apprendre le français, de connaître les lois, mes droits, mes devoirs et de bénéficier d'un accompagnement au niveau de l'école, je suis contente. Si j'étais arrivée ici sans « accueil », j'aurais été comme une personne seule. Par conséquent, je ne sais pas si c'est vraiment une discrimination. Je me suis sentie bien reçue.

**J.B. :** Vous avez raison. C'est deux faces d'une même pièce. Avant, il n'y avait pas le parcours mais Carrefour des Cultures était là.

L'association travaillait déjà avec les populations immigrées. Le CAI était là et on aurait pu édicter une loi au niveau de la région wallonne qui visait à suggérer aux personnes étrangères de suivre un parcours d'intégration à leur arrivée. Faire que ce que vous dites (apprendre le français gratuitement, ça donne l'accès à une analyse

juridique, à une aide pour les papiers, ...). Mais au départ, c'est dans la même logique que pour les chômeurs.

Dans l'expérience que vous avez, vous venez avec plaisir suivre les cours et le parcours vous

permet de vous émanciper, de rencontrer des belges, d'avoir des outils pour intégrer dans la société belge et je suis d'accord avec vous.

Mais si, par exemple, Rafael et Francisco vont à la commune et disent : « je n'ai pas besoin de ça ». Cela va poser problème car c'est obligatoire. Du coup, on peut leur refuser leur statut. On est dans une société qui a fait du parcours une obligation. Nous, nous trouvons que c'était intéressant, mais on ne voulait pas que ce soit une obligation.

Cela devrait être un droit et pas une obligation. Mais les choses sont comme elles sont, nous avons perdu la liberté de choisir. Il y a eu une telle peur des étrangers en Belgique que les gouvernements ont édicté des lois pour aller à la rencontre de l'extrême droite. C'est parce qu'on parle de citoyenneté qu'on vient dans des détails politiques comme cela.

En ce qui me concerne, j'allais une fois par mois donner des formations pour le parcours d'intégration à Bruxelles, au Ciré. Il y avait des



sans-papiers qui étaient dans ce parcours. Eux, ils n'ont pas besoin de venir au parcours car ils n'ont aucun droit. Cependant, ils venaient car cela leur permettait d'avoir une réflexion sur les possibilités pour eux d'avoir plus de droits.

**Rafael :**

***Les couches sociales les plus fragiles (les sdf) peuvent-elles exercer leur citoyenneté ?***

**J.B. :** Pour moi, non. Ils ne sont plus inscrits à l'état civil. Ils ne sont nulle part. Ils sont invisibles et ils n'ont pas de droit car ils ne sont reconnus par personne.

En même temps, on voit ici l'importance des associations qui vont à la rencontre des sans-abris, qui les réinscrivent dans des communes, au CPAS. Tout n'est pas perdu et il y a quand même un reste de conscience de l'État à rester attentif à ces personnes-là.

À Namur, il y a le relais social (c'est un peu comme la mise en commun de toutes les associations qui peuvent aider les gens socialement). Le CPAS ne peut pas intervenir pour les sans-abris en ce qui concerne l'aide médicale urgente. Il faut que la personne sans-abri fasse la démarche vers le CPAS qui va le réinscrire à la commune

C'est malgré tout une formation intéressante car elle ouvre d'abord à l'analyse de la citoyenneté, elle permet un travail autour du FLE, d'accéder à la langue. Et enfin, elle permet de créer un tissu, un réseau social.



et mettre en place le RIS (le revenu d'insertion socioprofessionnel).

Dans le même sens, il y a aussi les écoles de promotion sociale. Suite aux luttes pour les droits des sans-papiers, elles doivent prendre un quota de personnes sans papiers. Ces écoles n'ont pas de subsides pour les sans-papiers (ils ne sont pas reconnus car ils ne sont pas subsidiés). On a donc essayé de se battre pour qu'ils puissent aller à l'école.

**Christophe :**

**Quelle lecture faites-vous du mouvement des gilets jaunes ?**

**J.B. :** J'en fais d'abord une lecture positive car une c'est en grande partie des personnes qui sont dans la précarité qui sont à l'action dans les gilets jaunes. Il y a aussi beaucoup de travailleurs qui sont déçus des institutions et ils n'ont pas tort. Ces institutions ont un peu vécu sur leurs acquis. Peu à peu, des gens les quittaient. Ces personnes se sont senties rejetées de la société. Il y a du ressentiment chez les gilets jaunes. Ils veulent que les syndicalistes prennent fait et cause avec eux pour structurer un mouvement.



Le ressentiment est un sentiment qui ne permet pas d'évoluer. Il n'y a pas de résilience, il ne permet pas d'accepter l'état des choses et d'y réagir. Cependant, il y a aussi une grande rigueur militante et une volonté de faire changer les choses.

Il y a un choix d'aller jusqu'au bout de la logique pour revendiquer. Mais, il manque le fait qu'ils n'ont pas pu se définir eux-mêmes, ils n'ont pas eu la capacité de se donner une force par eux-mêmes, une autonomie. Leur mouvement a manqué de stratégie, de réflexion globale. Il y a un côté de jusqu'au boutisme. Il n'y a pas eu de négociation pour arriver à un accord. Quand Macron a fait sortir les policiers dans la rue, il n'y a plus eu de gilets jaunes, on en a beaucoup moins entendu parler.

D'un point de vue historique, ce mouvement fait penser à la Jacquerie à la fin du Moyen-Âge : les paysans sont partis avec leur fourche, mettre le feu dans les châteaux. La plupart de ces paysans se sont fait tuer et les grands châtelains ont survécu. Cependant, en ce qui me concerne, je trouve que le mouvement des gilets jaunes est positif.

**Christophe :**

### **Quelles sont les interactions entre les croyances religieuses et la citoyenneté ?**

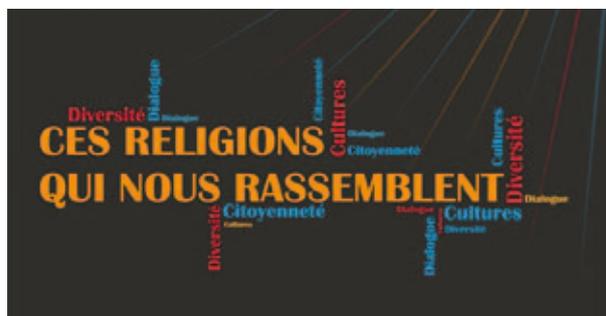
**J.B. :** La citoyenneté est un acquis fondamental de l'autonomisation de l'homme par rapport au religieux. La religion, c'est l'hétéronomie de l'homme par rapport à Dieu, Dieu est tout puissant et l'homme est là, il lui demande. L'homme a voulu prendre son autonomie. Il a utilisé sa capacité à dire ... et a voulu assumer pleinement la gestion des affaires de la cité, sans avoir besoin du Pape, d'un Imam, d'un Pasteur, ... pour gérer l'État. L'homme devient citoyen. Il habite sa maison et n'a plus besoin de Dieu pour l'habiter. C'est un renversement total.

Pour la science, c'est la même chose : c'est la capacité de l'homme à mettre en question le savoir religieux qui a permis à la science de naître. Ce n'est pas pour autant que je dis que Dieu n'existe pas ou que Dieu existe. La raison a permis le doute fondamental sur le monde. C'est pour ça qu'il n'y a pas de pouvoir théocratique.

C'est une chose, mais est-ce suffisant d'être laïc pour être citoyen ? Non, c'est une des conditions de fond et de pouvoir mettre à équidistance que mon ami soit catholique, évangéliste, athée, agnostique, ... chacun est à distance. C'est une chose importante. Chacun a alors sa capacité de croire ou non.

J'en viens à la première partie de la question : la religion en terme de pouvoir n'a rien à faire dans la citoyenneté, dans la vie de l'État. C'est pour ça qu'en Belgique, il y a eu des luttes contre l'Église

catholique : c'est l'Église qui avait tout pouvoir. Cela a permis de mettre en place des lois pour l'avortement, la contraception, d'avoir une liberté d'accès aux autres cultes, plus d'égalité entre les hommes et les femmes. Les grandes religions monothéistes ont un côté machiste (c'est la culture de l'époque), elles baignent dans une culture où la femme n'est pas l'égale de l'homme, même si on peut faire des réinterprétations religieuses des grands récits.



Une des questions, c'est toute la dimension éthique. Chaque grand récit a une vision de la vie. Cette vision apparaît à travers de grands interdits; par exemple : tu ne tueras pas, ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse, ... Ce sont des clefs qui sont dans les grandes croyances. Ces grands récits ont fait ce qu'est la philosophie agnostique, athée ou rationnelle. Ce qui est intéressant quand on parle de la laïcité de l'État, c'est qu'on peut ouvrir une réflexion sans tabou et où chacun peut se positionner et instruire une problématique avec une argumentation.

## DIVERSITÉ & INTERCULTURALITÉ, DEUXIÈME VOLET DU TRIPTYQUE

*Amener les imaginaires à s'interroger sur eux-mêmes, à prendre connaissance de la diversité et de la complexité des cultures, communautés et personnes, ainsi que de leurs constantes interactions est une construction collective d'une culture humaine qui intégrerait les apports bénéfiques de l'ensemble des peuples.*

*Comment approcher, lire et repenser la diversité ? Plusieurs questions ont dominé la réflexion collective englobée dans l'animation et par là-même ont favorisé plusieurs échanges, confrontations et complicités lors des entretiens réalisés avec l'équipe de Carrefour des Cultures et développé avec l'expert.*

***Quelle définition pour l'interculturalité ?***

***Quelle est la place du multiculturalisme citoyen dans le concept de l'interculturalité ?***

***Comment conjuguer l'interculturalité avec l'assimilation ?***

***La multiculturalité telle que prônée dans la sphère d'influence anglo-saxonne a-t-elle été facilitatrice de l'intégration ?***

***L'échec du dialogue interculturel est-il le fait des responsables et des décideurs politiques ou plutôt est-ce un problème lié aux communautés elles-mêmes ?***

***Le Décret portant sur la politique d'intégration n'a donné aucune place à l'interculturalité. S'agit-il d'une logique politique délibérée ou d'un inconcevable « oubli » ?***

# LES VOIX DES APPRENANTS

À l'instar du premier triptyque, la manière de procéder pour le premier tryptique citoyenneté, l'interculturalité a elle aussi fait l'objet d'une animation autour d'Acculturation, multiculturalité et interculturalité et de réflexions personnelles avec l'ensemble des participants et des réflexions personnelles qui se sont traduites par des contributions individuelles des apprenants.

## Animation et réflexion collective

### *Acculturation, multiculturalité et interculturalité*

L'acculturation a été approchée comme un changement complet ou partiel de culture. Elle est parfois volontaire, mais souvent exigée. Par exemple, l'arrivée des Espagnols en Amérique latine a provoqué la perte des langues, des religions, des traditions, de la relation avec la nature qu'entretenaient les autochtones dans la plupart des territoires conquis. L'acculturation est l'opposé de l'interculturalité. Elle témoigne en général d'un rapport de domination.

Lorsque différentes cultures vivent ensemble dans une même région, dans un même pays, sans échange entre elles, on peut parler de multiculturalité. Cette situation est souvent le fruit du hasard, il n'y a pas de recherche d'interactions. La multiculturalité est alors un facteur de ségrégation. Par exemple, une ville comme Bruxelles voit la coexistence de nombreuses cultures, sans pour autant que les communautés aient la possibilité de se rencontrer et d'échanger.

L'interculturalité se caractérise par la collaboration, le partage et la solidarité. Elle vise la découverte des autres cultures, la compréhension et le

respect mutuel. L'interculturalité menée à son plus haut degré invite à l'évolution de sa culture, à la transcendance de ses cultures au niveau personnel.

Certains éléments sont facilitateurs de l'interculturalité : la convivialité, la bienveillance, le respect, l'ouverture d'esprit, ... Certaines attitudes sont essentielles pour pratiquer l'interculturalité, par exemple pouvoir accepter la diversité, avoir envie d'apprendre, être prêt à échanger (réciprocité), avoir un objectif commun.

Un prérequis nous semble également important :

se connaître soi-même, connaître son identité, ses racines culturelles.

L'interculturalité permet le respect mutuel et le mélange des cultures, l'échange entre les cultures, elle favorise le respect mutuel, le vivre-ensemble, cela permet d'apprendre des

autres cultures, cela génère une certaine harmonie dans la société.

À l'issue de cette réflexion collective et de cette complicité d'approche, les interventions des uns et des autres et des témoignages collectifs éclairent différents aspects complémentaires.



### **Les ateliers du Printemps au FLECI au centre des valeurs de Carrefour des Cultures**

Chaque atelier proposé lors du *Printemps au FLECI* permet d'une manière ou d'une autre de travailler les trois valeurs du triptyque de Carrefour des Cultures.

Un moyen privilégié pour parler de citoyenneté est le cinéma. Ce média peut montrer la situation d'autres pays et on peut comparer avec les pays que l'on connaît. Le cinéma montre d'autres situations qui permettent de réfléchir.

De manière générale, l'art est un miroir pour montrer la société. Il aide à prendre du recul pour observer et analyser ce qu'il se passe autour de nous.

#### **LUCIANA, QUTYBA, MURAD ET KHADIJA**

Lorsque nous sommes arrivés en Belgique, nous avons dû faire face à plusieurs chocs culturels. Le premier a été causé par la rencontre avec le climat belge, bien plus froid que dans nos contrées (à savoir, le Brésil, l'Irak et le Maroc). Ensuite, nous avons rencontré la langue que nous sommes en train d'apprendre et apprivoisons petit à petit. Nous avons aussi dû adapter nos horaires à un impératif de la vie quotidienne ici : la fermeture des magasins aux environs de 18h quand, dans nos pays ceux-ci ferment vers 22h ou ne ferment pas. Enfin, est venue la question du relationnel. Nous trouvons que les Belges sont plus froids que les Brésiliens ou les Arabes. Pour nous, les familles belges sont trop petites, car elles se composent généralement de deux parents et deux enfants seulement.

On trouve également des liens entre cuisine et citoyenneté. La nourriture est importante pour l'être humain. Manger est une opportunité de parler de sa culture, de son histoire. En effet, ce que l'on mange à un endroit à un moment peut montrer la qualité de vie de la population. Par exemple, le maïs constitue un aliment riche dans de nombreuses cultures, cependant, en Europe, on le réserve souvent aux animaux.



Évidemment, la cuisine a un lien privilégié avec la culture, ce qui en fait un espace idéal pour pratiquer l'interculturalité.

En ce qui concerne l'image, le lien a été rapidement établi avec la démocratie et la liberté d'expression. L'image permet en un regard d'exprimer une idée, elle a un pouvoir de synthèse très fort comme en témoigne l'expression « Une image vaut mieux que mille mots ». L'image aide aussi ceux qui ne peuvent pas lire et écrire ou ne comprennent pas une langue.

## Regards et contributions

### *De l'intérêt de l'interculturalité en classe de FLE*

Pour moi, l'interculturalité est la rencontre de deux ou plusieurs cultures. C'est l'interaction entre des cultures différentes.

Il me semble essentiel de la faire vivre dans les formations à la langue française. En effet, le but est de vivre en société de façon harmonieuse et cela commence dans les salles de classe. Dans toutes les formations, les participants sont amenés à rencontrer des gens de cultures différentes et il est important que chaque individu reconnaisse ces cultures. Pour cela, il est nécessaire d'organiser des activités culturelles, des projets dans lesquels chaque personne parle de son pays. Le jeu de cartes est aussi un moyen très intéressant pour découvrir les autres cultures, tout comme le travail bénévole.

Effet, les jeux de société offrent la possibilité de partager avec les autres joueurs et de démarrer une discussion au-delà du jeu. Beaucoup de jeux prennent du temps et laissent un espace pour échanger autour d'autres choses qui nous animent.

Par ailleurs, être volontaire dans une organisation donne la chance au travailleur de rencontrer d'autres personnes, d'autres cultures. Pour un étranger, c'est l'opportunité de rencontrer des belges principalement. Avoir un projet commun facilite la communication avec les autres

volontaires et ouvre les conversations sur les expériences personnelles et les échanges de culture. C'est en plus un moyen de participer à la communauté dans laquelle on vit.

Il est aussi possible d'organiser des conférences, des journées consacrées à l'interculturalité. D'un point de vue méthodologique, le travail en groupe est essentiel pour être plus efficace et favoriser les relations entre les participants.



De plus, les formations ne doivent pas seulement servir à apprendre la langue. Elles sont aussi un lieu pour parler de nos problèmes, de nos expériences. En s'écoutant mutuellement, nous pouvons apprendre des uns et autres et nous soutenir. Dans ce sens, si la formation renforce la communication entre les participants, alors, on peut dire que l'on fait vivre l'interculturalité au sein des formations à la langue française.

*Nancy Dhafer*

## Une adaptation difficile

C'est très compliqué de définir ce qu'est la culture. Elle est composée de nombreux éléments : la nourriture, les traditions, les fêtes, la façon de parler, l'accent, l'écriture, le cinéma, ...

Lorsque je suis arrivée en Belgique, j'ai rencontré beaucoup de difficultés. Les saisons sont différentes. Ici, en Belgique, il fait très très froid et les gens ne sont pas comme chez nous, on ne rencontrait pas beaucoup de gens. Ce que j'appelle le « social relatif » n'existe pas en Belgique. En Syrie, nous sommes toujours en contact avec nos voisins. On fait tous les jours des activités avec les autres. C'était très compliqué, mais maintenant je suis habituée à la réalité belge.



Je trouve que la notion de temps est différente. J'ai l'impression qu'ici je n'ai pas beaucoup de temps. Les gens travaillent plus tard, les enfants vont à l'école l'après-midi. En Syrie, j'avais beaucoup de temps pour aller boire un café, rendre visite aux voisins, faire un pique-nique, etc. On a le temps de cuisiner.

En cuisine, j'ai intégré des ingrédients belges parce qu'on ne trouve pas les mêmes choses qu'en Syrie, par exemple les courgettes. Pour apprendre la langue, j'ai regardé beaucoup de

films doublés en français. En effet, la langue est le plus important pour intégrer une société. Avant d'arriver ici, je ne parlais pas un seul mot de français. Aujourd'hui, je commence à écouter les actualités belges, les nouvelles et à les comparer avec les nouvelles en Syrie.

Par ailleurs, un lieu comme Carrefour des Cultures permet de rencontrer des personnes, de nouer des relations. En dehors de ça, c'est très difficile.

Avant, j'habitais à Dinant, j'allais à la maison de la laïcité. Ils organisaient beaucoup d'activités comme un repas tous les deux mois. J'ai cuisiné un repas pour eux. Je donnais aussi des cours d'arabe à deux amis francophones.

À Namur, je n'ai pas encore recréé de tissu social. C'est difficile d'oser aller dans des nouveaux endroits. Je suis timide.

Depuis toute petite, j'ai un grand intérêt pour découvrir de nouvelles cultures. J'ai lu plusieurs livres d'écrivains de différents pays, espagnol, français, ... Ce n'était pas très difficile pour moi. On peut voir parfois de grandes différences d'un endroit à l'autre, mais à la fois, les écarts ne sont jamais si grands.

*Nermein Albitar*

### **Intégrer de nouvelles habitudes, de nouveaux codes**

Je m'appelle Besmira et je viens d'Albanie. Dans mon pays, il y a beaucoup de cultures. Aujourd'hui, je trouve que les cultures changent. Par exemple, avant en Albanie, on ne fêtait pas Halloween, mais pour les enfants j'ai intégré cette fête. La même chose pour Noël. Je suis musulmane, mais j'ai intégré cette fête à nos habitudes.



J'habite en Belgique et je voudrais m'intégrer à la vie ici, intégrer les règles, les codes. J'ai aussi envie de partager avec les autres cultures. Malheureusement, pour le moment, je n'ai pas la possibilité de rencontrer des personnes belges. Je ne connais pas bien la langue, j'ai des problèmes pour communiquer, alors je ne parle pas avec des gens d'ici.

La différence entre l'interculturalité et la multiculturalité c'est que l'interculturalité vise le mélange des cultures, intégrer d'autres cultures à sa culture. Par contre, dans la multiculturalité, les

### **ALI, GLORIA, NEHAD, FITSUM ET GÖNÜL**

L'interculturalité se caractérise par le contact entre plusieurs cultures ou groupes de personnes de différents pays. Elle peut être favorisée dans la sphère publique lors d'une fête, d'un jour spécial où différentes cultures participent à l'organisation ou encore un festival de la commune pour partager autour des différentes nationalités qui l'habitent.

Le concept et les enjeux de l'interculturalité devraient être développés auprès des habitants de la commune. La population devrait être sensibilisée à la thématique des réfugiés, par exemple lors d'une journée qui les mettrait à l'honneur.

Ceci est important, car tous les habitants d'une même commune vivent ensemble, il faut faciliter l'interaction entre les divers composants pour une meilleure compréhension mutuelle. L'interculturalité est un outil pour lutter contre la discrimination et ouvre la voie vers la disparition des différends entre les humains.

cultures ne se mélangent pas, chacun vit de son côté, chacun avec sa culture.

**Besmira Vucaj**

# APPROCHES DE L'ÉQUIPE

L'équipe de Carrefour des Cultures confrontée au quotidien à la diversité culturelle et à l'interaction des peuples et cultures a fait du *Printemps au FLECI* une occasion pour faire part de son expérience en la matière. Esther, Anne, Jennifer et Richard, sous plusieurs angles, ont cultivé la fertilité de ce deuxième pilier du tryptique.

## FLECI un temps pour l'interculturalité

Je pense que l'interculturalité fait partie intégrante de la vie de Carrefour des Cultures. Dans chacune de nos formations, nous avons des participants qui proviennent de différents pays et différentes cultures.

Cependant, le fait de vivre tous ensemble dans une classe n'est pas toujours une chose aisée. Il peut y avoir de temps en temps des tensions ou de l'incompréhension due surtout à la méconnaissance de la culture de l'autre.



Le problème pour la plupart de nos participants est surtout la barrière de la langue. Ils ont envie d'apprendre de nouvelles cultures et veulent partager la leur, mais ils ne trouvent pas toujours les mots pour le faire, pour se faire comprendre.

Par exemple, lors d'un cours, j'avais essayé de faire une activité sur les différentes religions.

Malheureusement, cette activité n'a pas donné l'effet que j'avais espéré. Il y avait de la part de certains participants de la méconnaissance des religions autres que la leur. Ils étaient très intéressés d'apprendre et posaient beaucoup de questions. Cependant, ces échanges ont donné lieu à des quiproquos. Les participants n'arrivaient pas à formuler leur réponse et à exprimer leur avis. Selon moi, cela est surtout dû au problème de langue plus qu'à la différence de culture.

Et en tant que formatrice, je ne sais pas toujours comment réagir face à ces situations. Comment faire des formations un espace ouvert où chacun peut exprimer ses opinions librement sans pour autant que cela ne porte préjudice à personne. Dans mes groupes, j'essaie de donner la parole à chacun de mes étudiants mais cela n'est pas toujours facile.

Aussi, ce mélange de cultures donne lieu à de nombreux échanges enrichissants et de découvertes. Les étudiants que j'ai dans mes classes aiment parler de leur culture, de leur pays et aussi apprendre de nouvelles cultures et d'autres façons d'appréhender le monde.

**Esther Napoli**

## Une mosaïque culturelle pour une diversité assumée

L'interculturalité fait partie de la sphère publique mais est présente dans le discours politique trop souvent de façon superficielle, elle manque d'espaces de réflexion approfondie et de mise en pratique (à l'école, au travail, dans l'espace culturel ...).

Il ne suffit pas seulement d'être ouvert et tolérant, il faut s'intéresser à l'autre, travailler sur les croyances et les conceptions, agir afin de créer une culture commune et faire ainsi avancer la société dans laquelle on vit.

Ne pas utiliser un seul système de référence permet de lutter contre les principes de communautarisme et d'ethnocentrisme.

Pourquoi penser que ma culture est une référence et qu'elle doit être une jauge pour considérer le monde qui m'entoure ?

Respect et connaissance sont des piliers essentiels pour un « vivre ensemble » qui va de l'avant ...

Comme explicité ci-dessus, l'Interculturalité ne peut nullement se limiter aux événements grand public et à des espaces de convivialité. L'interculturalité est une pratique et un processus continu qui doit trouver sa matérialisation dans tout espace, large ou réduit, pour penser en commun la diversité au sein d'une sphère publique qui ne cesse de se colorer sans pouvoir se métisser dans l'esprit comme dans les faits.

On peut également noter que l'interculturalité demeure trop souvent ghettoïsée, communautarisée, et que la diversité reste perçue le plus souvent comme source de problèmes.

Ce, d'autant plus aujourd'hui, où les crises que traversent les rapports entre les peuples et les cultures semblent devenir plus périlleuses encore, et où le conflit prend le pas sur le dialogue.

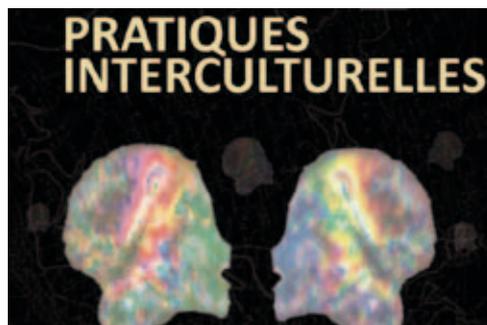
À l'heure de la globalisation seul le marché déploie ses facultés dévastatrices pour conquérir des peuples des cultures afin de les uniformiser dans une logique de consommation sans se soucier de leurs spécificités sociales et culturelles.

À partir du triptyque diversité-citoyenneté-démocratie, Carrefour des Cultures conjugue cette manière de voir à ses moyens d'action pour ouvrir des espaces, cultiver le dialogue et contribuer à donner valeur et sens à la diversité.

Une diversité capable d'impacter positivement et d'enrichir qualitativement le bien-être collectif ; une diversité présente au sein d'une citoyenneté qui priorise la lecture critique de l'évolution de nos systèmes et de nos choix.

Dans cette optique, il s'agit pour Carrefour des Cultures d'amener les imaginaires à s'interroger sur eux-mêmes, à prendre connaissance de la diversité et de la complexité des cultures, communautés et personnes, ainsi que de leurs constantes interactions, et de nourrir l'idéal de la rencontre entre toutes les composantes des sociétés et valoriser la construction collective d'une culture humaine.

En somme l'interculturalité constitue le point de départ de tout projet de Carrefour des Cultures, elle traverse ses objectifs, ses visées, ses méthodes et elle se veut comme un leitmotiv de dialogue continu et de construction en commun.



*Anne Tonglet*

## L'interculturalité au quotidien

Dans notre quotidien, nous vivons avec et dans l'interculturalité, nous ne pouvons pas passer à côté. Je qualifierais l'interculturalité comme un dialogue entre les nationaux, à mon sens les personnes natives d'un pays, et les étrangers. Ce dialogue devrait déjà prendre une place importante dès l'arrivée des étrangers sur un territoire. Les gens ont toujours migrés, depuis des milliers d'années. Mais le dialogue n'est pas encore suffisant pour pouvoir prôner l'interculturalité. Le partage et la connaissance d'une culture sont d'autant plus importants. C'est, pour moi, inconcevable de parler d'interculturalité sans montrer son intérêt aux autres cultures, sans vouloir être curieux sur autrui et sans vouloir l'inviter à être curieux également. Je trouve qu'on devrait avoir plus d'opportunités et de moyens de pouvoir exprimer l'interculturalité, que ce soit au sein des écoles, des centres de formations, dans tous les domaines du travail, mais également dans le secteur socioculturel. Prenons l'exemple de la Belgique où plus de la moitié de la population est d'origine ou issue d'une famille d'origine étrangère, chacun et chacune a un bagage historique et culturel. Et il n'y a rien de plus enrichissant intellectuellement parlant d'en savoir plus sur ceux qui peuplent notre pays mais également la Terre entière et du coup ce que toute cette population possède. Avec cet enrichissement, les lieux et les secteurs que j'ai cités pourraient permettre une meilleure intégration aux étrangers.

C'est ça qui fait toute la différence avec la multiculturalité, il n'y a pas vraiment de similitudes entre les deux. Je vois la multiculturalité comme un rassemblement de personnes d'origines

différentes et qui ne se côtoient pas. Un petit peu comme les différentes communautés qu'il peut y avoir dans certaines grandes villes, elles vivent dans la même ville mais ne se mélangent pas et n'échangent quasi jamais de dialogues, et du coup il n'y a pas vraiment d'intégration mise en place pour ces communautés. C'est ce qui est vraiment dommage à mon sens car toutes les cultures du monde ont quelque chose en commun, ce sont des valeurs. On ne peut pas être indifférent à ces valeurs qui ont beaucoup plus à nous apporter qu'on ne l'imagine.



Pour ma part, j'ai très souvent été confrontée à l'interculturalité, même sans le savoir à l'époque. Dans mon parcours scolaire et de formation, j'ai rencontré beaucoup de personnes d'origine ou issues d'une famille d'origine étrangère.

Cela m'a toujours intéressé d'en apprendre un peu plus sur leur pays d'origine, de les entendre parler leur langue maternelle et de savoir ce qui est emblématique dans leur culture. Cet intérêt est réciproque, ces personnes me demandaient aussi si j'avais des origines étrangères et j'étais contente de pouvoir leur en dire plus sur l'Ukraine et ma famille. Quand je suis arrivée à Carrefour des Cultures, cet intérêt s'est décuplé. Le fait de voir toutes ces nationalités ensemble et échanger leurs idées, leurs savoirs, etc. m'a donné encore plus l'envie de partager davantage. Je crois que cet intérêt vient aussi de ma passion pour l'art, ayant étudié l'art plastique en secondaire, j'ai été vite imprégnée de cultures différentes, même artistiquement parlant. À force d'en savoir de plus en plus sur l'histoire de l'art, je m'intéressais en parallèle, et je m'intéresse toujours, à l'histoire d'un pays ou d'une culture.

*Jennifer Gilles*

## Une diversité pour une culture commune

Fondée sur le dialogue, le respect mutuel et le souci de préserver l'identité culturelle de chaque composante sociétale, l'interculturalité vise à établir une reconnaissance, puis un échange et un enrichissement réciproque des cultures. Il s'agit de dépasser les stéréotypes attachés à la vision des autres, des étrangers/immigrés, considérés comme des populations sans culture digne de ce nom ou, au contraire, enfermés dans leurs soi-disant particularismes culturels et « raciaux » trop marqués. Il s'agit donc avant tout d'une démarche de réfutation de la notion de culture dominante et de l'assimilation pour faire place à une culture universelle qui intègre les connaissances, les croyances, l'art, la morale, les lois, les coutumes et toutes autres dispositions et habitudes acquises par l'homme, le long de son pèlerinage, en tant que membre d'une société.

Le monde étant devenu un village planétaire où les sociétés s'entrechoquent, s'entrelacent, se métissent, l'interculturalité est devenu le ciment nécessaire et impératif du vivre ensemble. Elle donne du sens à la nouvelle (dynamique) société qui prend pleinement l'altérité en compte et qui

considère que les cultures ou les êtres porteurs de cultures font partie d'un échange et sont, à la fois, émetteurs et récepteurs de message - et ne sont pas uniquement cantonnés à un seul de ces rôles. Les différentes cultures apprennent ainsi les unes des autres. Cette rencontre de l'autre amène, d'une part, à s'interroger sur nos différences et nos ressemblances, à faire disparaître les stéréotypes, les idées reçues que l'on peut avoir et d'autre part, à promouvoir une plus grande ouverture à la diversité et lutter contre les discriminations, et par là même réaffirmer l'idéal démocratique.



Carrefour des Cultures (CdC) est convaincu que pour réduire les inégalités, les injustices, les tensions raciales, ethniques, religieuses ou autres, le seul moyen objectif est de construire une culture commune. Pour ce faire, Carrefour des Cultures se fait le chantre du « rendez-vous du donner et du recevoir » culturel, soubassement de l'interculturalité. Cette philosophie est le fil conducteur de son raisonnement et de son projet, l'interculturalité étant l'essence même de ses ambitions créatrices.

*Richard Saka Sapu*

# L'ÉCLAIRAGE DE L'EXPERT

## Interculturalité, multiculturalité : les lignes de démarcation

Entretien réalisé avec Marco Martiniello, sociologue et politologue italo-belge. Il enseigne la sociologie des migrations et des relations ethniques à l'Université de Liège.

**Alice :**

### *Quelle définition faites-vous de l'interculturalité ?*

**Marco Martiniello :** L'interculturalité se réfère à toutes les tentatives ou à toutes les expériences de tisser des liens, des ponts, des relations entre les individus et les groupes porteurs d'une identité culturelle ou de culture différente dans nos sociétés qui par définition sont multiculturelles. Notamment, nous ici autour de cette table, nous représentons une partie de cette diversité culturelle. Monsieur Perez qui arrive avec son

bagage culturel latino-américain vénézuélien. Christophe qui vient du Mali, même chose. Moi qui suis d'origine italienne mais qui ai grandi en Belgique. Et Alice qui est peut-être ce qu'on appelle parfois belgo-belge. Tous ensemble, nous faisons partie de cette société multiculturelle et le projet interculturel c'est de tisser des liens harmonieux, de faire société à partir de toutes ces diversités.

**Christophe :**

### *Quelle est la place du multiculturalisme citoyen dans le concept de l'interculturalité ?*

**M.M. :** C'est une question à nouveau très difficile parce que débattue. Il y a beaucoup de débats sur l'interculturalité, sur l'interculturalisme, il y a eu beaucoup de débats sur le multiculturalisme qui a été souvent rejeté dans le monde francophone en disant que le multiculturalisme c'était un projet contraire à l'interculturalisme. C'est-à-dire que le multiculturalisme figeait les personnes dans leur identité et ne s'occupait pas assez du lien, des ponts dont je parlais tout à l'heure. Je ne suis pas tellement d'accord avec cette approche-là puisque dans le mot « multiculturalisme »,



quand je parle de « multiculturalisme citoyen » ça ressemble très fort à ce que d'autres appellent l'interculturalisme. « Citoyenneté » pour moi ça évoque justement cet engagement pour un avenir collectif de la société à partir de toutes les composantes qui sont là. Pour moi, le multiculturalisme citoyen, c'est peut-être ce que d'autres appellent l'interculturalisme. Je ne veux absolument pas d'une société où tout le monde serait refermé sur son propre petit groupe, au contraire dans une société multiculturelle, la citoyenneté doit promouvoir les échanges et construire un futur

commun pour tout le monde quelles que soient nos origines, nos orientations sexuelles, etc. Même si les mots sont importants, il ne faudrait pas remplacer une discussion sur des idées de projets par des disputes sur des mots. Si vous préférez parler d'interculturalisme plutôt que de multiculturalisme citoyen, pour moi ce n'est pas un problème, l'important c'est que nous nous rejoignons dans cette idée qui rejette celle d'une

**Rafael :**

### ***Comment conjuguer l'interculturalité avec l'assimilation ?***

**M.M. :** Pour moi, l'assimilation c'est le contraire de l'interculturalité. Quand vous parlez d'assimilation, ça veut dire que vous considérez qu'il y a une culture, une nation avec ses caractéristiques bien claires, bien déterminées et que les personnes qui arrivent doivent oublier leur héritage culturel, leur culture, leur langue et doivent disparaître et se fondre dans le groupe national de la société dans laquelle ils arrivent. Donc l'assimilation, c'est vraiment en opposition avec l'idée dont j'ai parlé toute à l'heure, du respect d'une société diversifiée, multiculturelle entre les composants desquels on doit tisser des liens, des relations pour aller de l'avant dans le respect du principe même de cette diversité. L'assimilation tue la notion de diversité par définition. Je suis opposé au projet « assimilation » parce qu'il ne correspond pas à l'évolution sociologique dans nos sociétés. C'est un peu le mythe, il y a beaucoup de différences dans tous les pays, entre les régions, entre les cultures. Je ne sais pas depuis combien de temps vous êtes en Belgique, la notion d'une culture belge est très problématique. On ne sait pas ce que c'est une culture belge. On va demander aux gens qui arrivent de disparaître dans une culture

pureté ethnique et culturelle d'une société. Nous sommes tous dans des sociétés diversifiées et nous devons nous reconnaître comme citoyens pour donner un avenir à tout un chacun dans le respect des droits humains, des droits de la personne humaine et d'une répartition des « ressources », pour qu'il y ait plus d'égalité et pas de discrimination dans nos sociétés. C'est une utopie peut-être.

belge qu'on ne sait même pas définir nous-mêmes, ça n'a pas beaucoup de sens.



Évidemment il y a d'autres gens qui pensent le contraire. Vous avez, en Belgique comme ailleurs, des mouvements politiques et des partis qui disent qu'on doit redonner de la force à ce qui fait la nation flamande qui est d'être chrétienne, d'être blanche et de partager la même culture néerlandophone. Je ne suis pas d'accord avec ça, parce que si on se bat contre le concept de diversité, on se bat en fait contre l'espèce humaine. Parce que c'est la diversité qui fait progresser l'humanité, ce n'est pas l'homogénéité. En plus, c'est très ennuyeux si on est tous les mêmes, on ne va pas s'amuser beaucoup.

**Christophe :**

***La multiculturalité telle que prônée dans la sphère d'influence anglo-saxonne a-t-elle été facilitatrice de l'intégration ?***

**M.M. :** En fait, je crois que de ce côté-ci du monde, on a une vision un peu trop simpliste de ce qu'on appelle le multiculturalisme anglo-saxon où on pense que c'est le multiculturalisme anglo-saxon qui a divisé les sociétés. Mais si vous prenez une société comme les États-Unis, la société américaine est extrêmement divisée, extrêmement inégalitaire, extrêmement discriminatoire à l'égard notamment des populations descendantes des personnes mises en esclavage il y a plusieurs siècles. Cette division existait bien avant le multiculturalisme. Ce n'est pas le multiculturalisme qui a créé les problèmes. Le multiculturalisme a été à un moment donné une réflexion pouvant justement essayer d'amener des solutions à ces problèmes de racisme, de division, d'inégalité et de discrimination. Maintenant a-t-il eu des effets pervers ? Est-ce qu'il a renforcé les inégalités qu'il prétendait combattre ? Certains prétendent que oui, certains prétendent que non. S'il n'y avait pas eu ce courant multiculturalisme, les choses seraient peut-être encore pires qu'elles le sont aujourd'hui. Je crois que, surtout en France par exemple, on essaye toujours de se positionner par rapport à une image qui n'est pas correcte de ce qu'il se passe en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Si je prends un exemple contemporain, il y a depuis deux semaines à nouveau cette question sur le voile islamique en Belgique francophone. En Angleterre, cette question-là ne se pose plus, vous pouvez très bien porter un foulard et travailler pour le gouvernement de la ville de Londres, il n'y a plus de problèmes. Ces avancées - pour moi ce sont des avancées, pour d'autres c'est un recul - ont quand même été favorisées par justement tout un débat sur « essayer de positiver la diversité culturelle » et ici en l'occurrence la diversité religieuse. Ça ne veut pas dire que parce que vous êtes reconnus dans votre religion que vous allez favoriser le séparatisme, pas du tout. Je pense



qu'il ne faut pas essayer de copier ce que les autres ont fait mais c'est toujours important de voir comment les autres pays ont géré la diversité ou essayé de construire des solutions qui soient appropriées à notre société, à notre configuration de la diversité. Dans cet ordre d'idées-là, comprendre les débats sur le multiculturalisme aux États-Unis, en Australie et en Afrique du Sud, c'est important pour essayer, nous, de trouver les meilleures solutions pour construire une société multiculturelle, interculturelle, démocratique, chacun sa voie, sa chance de faire sa place dans la société. Ce n'est pas toujours en critiquant les autres qu'on fait avancer les choses. Maintenant il est clair que certains ont des conceptions poussées à l'extrême, qui disent que le multiculturalisme peut être la même chose que l'apartheid, alors là on perd tout à fait l'aspect démocratique et ce n'est évidemment pas le type de société que personnellement je voudrais, mais c'est plutôt le type de société que je combats depuis toujours. Parce que ça ne correspond pas ni au projet démocratique, ni au respect de la personne humaine quelles que soient ses caractéristiques. Ma crainte aujourd'hui, c'est que ces tendances-là soient en train de revenir un peu partout en Europe. Je suis un chercheur et un citoyen inquiet par rapport à tout ce qu'il se passe. La diabolisation du multiculturalisme parfois est utilisée par certaines forces politiques pour remettre au goût du jour des questions qu'on pensait avoir résolues à la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, comme le combat contre la démocratie, le combat contre les droits de la personne humaine ou le combat pour rétablir le racisme institutionnel dans la société. Tout démocrate devrait aujourd'hui être très inquiet de ce qui est en train de se passer en Belgique, en France, un peu partout en Europe, en Italie, en Espagne, en Grèce même.

**Rafael :**

***L'échec du dialogue interculturel est-il le fait des responsables et des décideurs politiques ou plutôt est-ce un problème lié aux communautés elles-mêmes ?***

**M.M. :** Je ne suis pas sûr qu'on puisse considérer qu'il y a un échec de l'interculturalisme comme un échec total. Ce que je vois aussi, surtout dans les jeunes générations et surtout dans les villes, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes qui sont tout à fait habitués à vivre dans la diversité et qui développent sans réflexion théorique, des manières de vivre ensemble au-delà des frontières culturelles, qui sont en plein dans l'interculturalité. Pour moi, ça c'est une source d'espoir, cette partie de la jeunesse qui a déjà dépassé les réflexions des hommes et des femmes politiques. Ce que je remarque toutefois c'est que le fonctionnement des structures notamment politiques entrave un peu cette construction d'une interculturalité dans les pratiques quotidiennes. Donc il y a une grande responsabilité des structures de l'État et de certaines formations politiques qui veulent ramener cette jeunesse dans le droit chemin chacun dans son groupe. Pour moi c'est tout à fait le contraire de l'interculturalisme et ce qu'on voit notamment au niveau de la jeunesse, il y a cette partie de la jeunesse dont je vous parle mais il y a une autre partie de la jeunesse qui est très fortement séduite par les thèses ultranationalistes, racistes et force d'exclusion.



Souvent ils sont assez manipulés, encouragés par certains partis politiques, en Belgique on peut parler du Vlaams Belang, de la NVA qui ne voient pas d'un bon œil l'interculturalité des jeunes ou même des moins jeunes parce qu'ils ont en tête un projet ultranationaliste. Je crois qu'il y a une responsabilité politique qui est assez importante. Bien sûr dans une société diversifiée, il y a beaucoup de problèmes, vous avez vécu beaucoup de problèmes en arrivant en Belgique, on découvre une nouvelle société, il faut trouver ses marques, ce n'est pas facile, chacun fait un

effort pour trouver son chemin. Mais je pense qu'il y a beaucoup de solidarité aussi qui peut se développer entre les jeunes. J'ai toujours à l'esprit ce que ma mère me disait quand elle est arrivée en Belgique, elle ne savait même pas commander un pain parce qu'elle ne savait pas comment dire le mot « pain », elle ne savait rien dire. Et avec le temps, elle a réussi quand même à tisser des liens non seulement avec la population belge mais aussi avec les autres populations immigrées qu'il y avait à l'époque. En même temps, elle a appris beaucoup et elle a enseigné beaucoup aux autres aussi. C'est dans cet échange que chacun va s'enrichir. Au niveau de la société, les gens trouvent des solutions à leur problème pour autant qu'il y ait une ouverture d'esprit. Ce qu'on voit c'est un peu comme si, je schématise, une politique détruisait ce que les gens essayaient de construire et cela est un problème, on va essayer de monter les gens les uns contre les autres et souvent les préjugés ça sert à ça. On peut dire qu'il n'y a pas beaucoup de préjugés sur les Vénézuéliens en Belgique parce qu'on ne connaît pas bien, ils n'auront pas beaucoup de préjugés. Mais sur les Africains subsahariens, on va sûrement dire à Christophe, si ce n'est pas déjà fait, qu'il est Congolais, parce que beaucoup de Belges pensent que tous les Africains subsahariens sont congolais à cause de l'histoire de la colonisation. Donc il y a toute une série de préjugés qui vont être là. Je crois que les initiatives des groupements comme Carrefour des Cultures et d'autres sont des moyens aussi pour dépasser tout cela, pour mettre de l'huile dans les rouages d'une société et d'essayer de la faire fonctionner et de développer un esprit d'ouverture. On remarque que c'est extrêmement important de pouvoir aller vers l'autre même si on ne se comprend pas tout de suite. Si on réalise qu'on est tous dans le même bateau, on va être obligé de coopérer parce que soit nous allons nous sauver tous ensemble, soit nous

allons couler tous ensemble. C'est ça le grand combat aujourd'hui, essayer de redonner de l'importance à tout ce qui se fait par le peuple. Je ne veux pas dire qu'il faut rejeter ce que font les politiques, mais il faut essayer de faire en sorte que les politiques prennent mieux les mesures de ce qu'il se passe dans la société. Parfois on a l'impression que certains ne vivent pas dans la même société, pas tous mais certains sont enfermés dans leur propre agenda politique et ne

voient pas réellement ce qu'il se passe dans la société. Nous, on l'a vu dans différentes études où on nous dit souvent que tout le monde est contre les immigrés en Belgique, mais non ce n'est pas vrai. En recherche, on a vu qu'il y a énormément d'initiatives de solidarités qui se développent en Belgique. Il faut renforcer cela, plutôt que nous laisser diviser par celles et ceux dont le projet est de diviser la population pour promouvoir leur propre agenda politique.

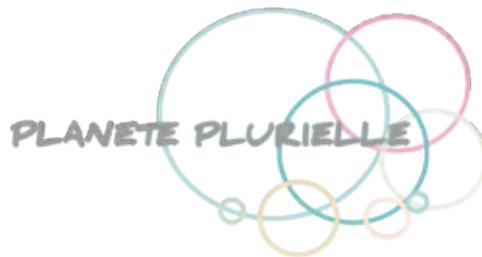
**Christophe :**

***Le Décret portant sur la politique d'intégration n'a donné aucune place à l'interculturalité. S'agit-il d'une logique politique délibérée ou d'un inconcevable « oubli » ?***

**M.M. :** Je ne pense pas que ce soit un oubli. Les politiques d'intégration, maintenant, sont toujours du ressort des États ou des entités fédérées comme en Belgique. De plus en plus, il y a eu un débat au niveau européen pour développer une approche commune de l'intégration valable dans tous les pays de l'Union européenne. Comme chaque fois lorsqu'on veut faire une politique européenne, il faut faire des compromis entre 27 États et parfois si on rajoute les régions qui ont des approches très différentes. Il est clair que politiquement ce qui a peu gagné jusqu'à présent, c'est une politique qui ne met pas vraiment l'accent sur la diversité culturelle mais plutôt sur la mise en conformité culturelle des immigrés, les faire rentrer dans une espèce de moule européen. Quand je dis ça, je ne dis pas que tout est à jeter. Par exemple, il est clair que pour fonctionner dans une société, c'est beaucoup mieux si on connaît une ou deux ou trois langues de la société dans laquelle on est, parce que si on ne sait pas se parler c'est plus difficile de communiquer. Ça c'est important évidemment. Essayer d'apprendre aux

personnes qui arrivent comment fonctionne la société, et même des choses très banales, le système de sécurité sociale ; qui a droit à quoi, comment avoir ses droits. C'est quelque chose qui me paraît très important aussi. Sur la question de l'inter ou de la multiculturalité, on ne trouve pas grand-chose dans les dispositions actuelles parce qu'il n'y a pas de consensus entre les différents États. Pour certains gouvernements, parler du respect de la diversité culturelle, c'est impossible. Allez parler de la diversité culturelle en Pologne ou en Hongrie, on va vous dire que vous êtes fou, s'ils veulent être ici ils doivent devenir

comme nous. Les politiques et les approches européennes, c'est le fruit d'un compromis et souvent c'est le plus petit commun dénominateur qui gagne. On est dans cette phase-là aujourd'hui où tout le monde a peur de la diversité culturelle, enfin pas vraiment tout le monde parce que nous pas. Mais il y a quand même une approche dominante dans l'espace politique. Mais il n'est pas dit que les choses ne changeront pas demain ou après-demain.



Je parlais de débats, de discussions au niveau européen parce que l'Union européenne n'a pas de compétences en matière d'intégration.



Elle peut donner une impulsion, essayer de pousser dans une direction et même pour faire ça, il faut l'accord de tout le monde. C'est pour ça que les textes européens sur l'intégration, lorsqu'ils parlent d'interculturalité, c'est de manière tellement vague et tellement large que personne ne peut être en désaccord, ça ne met pas beaucoup de leviers. Ce qu'on voit, ce que vous dites est correct, la manière dont cela est interprété montre que dans la plupart des pays, il y a une crainte que si on fait de l'interculturalité on va affaiblir le groupe national dominant au risque de lui faire perdre son identité. C'est une

peur, c'est un peu un repli. Si dans les années 80, au début des années 90, la mode était plutôt à l'ouverture inter et multiculturelle, maintenant on est plutôt dans un repli un peu partout à des degrés divers. Il y a des pays où on est un peu plus attentifs, d'autres où on l'est moins et on voit que ça change dans le temps. Par exemple, les Pays-Bas étaient très ouverts, même à la hauteur des organisations des minorités immigrées qu'ils appelaient les minorités ethniques, maintenant c'est tout à fait le contraire. Parce que la valise a été faite, si les gens conservent leur culture, ils vont plutôt avoir tendance à se refermer sur leur culture et ne pas entrer en dialogue avec les autres cultures. Avec le temps, je pense que certaines formations nationalistes ont joué un rôle là-dedans, on a un peu démonisé le multiculturalisme et l'interculturalisme comme si l'idée était : pour que les migrants ne nous empêchent pas de fonctionner, il faut qu'ils se fondent dans notre société ou qu'ils disparaissent. Pour moi, c'est une approche, qui sur le long terme, ne tiendra pas. Je fais un pronostic, on se reverra peut-être dans 15, 20 ans pour voir si j'avais raison ou tort.

## DÉMOCRATIE, ABOUTISSEMENT DU TRIPTYQUE

*Conscients que la Démocratie ne doit pas commencer la veille de la campagne électorale pour se terminer le jour du scrutin, il est important d'activer des espaces de participation de toutes les forces vives de la société, de favoriser la réflexion, le débat et la confrontation pour lire avec application et esprit critique les différents développements des problèmes sociaux et sociétaux surtout à l'heure où la démocratie représentative est pointée comme un système qui ne répond plus, ou presque pas, aux exigences et à l'essence de l'autorité collective du peuple et du contrôle citoyen.*

*Comment interroger l'état de santé de nos démocraties ? Plusieurs questions ont fait l'objet de ce diagnostic.*

***La Belgique est-elle un État démocratique ?***

***La démocratie représentative a montré ses limites, comment se fait-il qu'elle ne réponde plus à sa définition initiale : le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ?***

***Est-ce que la responsabilité de la crise de la démocratie se situe dans le chef des gouvernants ou des citoyens, voire de leurs corps intermédiaires ?***

***Quelle lecture peut-on faire de la citoyenneté des étrangers dans les enjeux de la démocratie ?***

***La démocratie aujourd'hui peut-elle se limiter au cadre de l'État-nation, autrement dit la citoyenneté qui œuvre pour la démocratie doit-elle être à la remorque de la nationalité ?***

***La force de la démocratie se mesure-t-elle par son respect à l'égard des minorités ?***

# LES VOIX DES APPRENANTS

Dans le même esprit, soutenu par la méthode déployée tout au long de ce dossier, les apprenants ont procédé à un premier exercice qui conjugue les techniques de l'animation avec les forces de la réflexion collective « Vous avez dit démocratie(s) ? », « Démocratie, tour d'horizon ». Ces échanges ont été soutenus par des regards individuels « Belgique démocratique ? » par Jimlen et Rafael et « Le mythe de la démocratie » par Nermein.

## Animation et réflexion collective

### *Vous avez dit démocratie(s) ?*

Après avoir abordé le thème de la démocratie lors d'une animation et avoir observé la séparation entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, véritable pierre angulaire du système démocratique, les participants à l'atelier Nouveau SouffLE parlent du système politique dans leur propre pays, puis donnent leur définition de la démocratie.



À Djibouti, nous dit **Saïda**, après les élections, il y a un président. Celui-ci nomme le premier-ministre et ce premier-ministre nomme les autres ministres. Le président s'est entouré de sa famille pour gouverner avec lui. C'est comme une famille royale. En 2021, il y a eu des élections à Djibouti, elles ont été truquées. Peu de personnes ont voté, seulement la famille du président. Il a été élu à 98,58%. À Djibouti, le vote n'est pas obligatoire. La police et les militaires sont obligés de voter pour donner des voix au pouvoir en place.

Au Venezuela aussi, les personnes au pouvoir usent de leur influence pour nommer leur famille à des postes importants. **Rafael** donne le mot pour parler de ce phénomène : le népotisme.

Par exemple, la femme du président de Venezuela a pour nom de famille Flores. On dit que le parlement est un jardin, car il est composé de nombreux membres de la famille Flores (fleurs en espagnol). Au Venezuela, le vote n'est pas obligatoire. On utilise les cartes électorales des morts pour servir le régime. C'est une pratique apparemment courante dans d'autres pays aussi (Argentine, Djibouti, ...).

Au Mali, le vote n'est pas obligatoire. Pour pouvoir aller aux urnes, il faut obtenir la carte Nina. Pour ce faire, les Maliens doivent aller à la mairie compléter un dossier. **Christophe** pense que la France pratique une grande ingérence dans les élections en Afrique.

L'Argentine est une république fédérale, représentative. C'est le même fonctionnement qu'en Belgique, mais sans le Roi. Les élections ont lieu tous les 4 ans. Les ministres sont choisis par le président. Les députés sont élus directement. Le vote est obligatoire en Argentine.

Pour **Marcela**, le caractère obligatoire du vote permet de se rendre compte qu'on fait partie d'un pays, il faut être conscient. C'est mieux pour introduire les citoyens au monde politique. Si ce n'était pas obligatoire, elle ne s'intéresserait pas au gouvernement, au fonctionnement du pays, quels sont les droits et les obligations, ... Le fait de devoir voter fait que l'on doit s'intéresser, s'interroger sur ce que l'on veut pour son pays, comparer et s'habituer à la politique. Par contre, si tu ne sais pas pour qui voter, si tu ne connais pas les candidats, tu ne sais pas pour qui, ni quel programme tu votes. C'est comme jouer sans connaître les règles. Dans un sens, c'est une action inutile. Le populisme peut alors trouver son public. Les candidats peuvent jouer avec l'ignorance du peuple.

Au Guatemala, dit **Francisco**, il y a aussi trois pouvoirs. Le pays est démocratique. Il y a des élections générales pour élire le président et les députés (parlementaires). Tous les 4 ans. Les ministres sont désignés par le président. Les députés sont élus directement. Le vote n'est pas obligatoire. Je trouve que le vote ne doit pas être obligatoire. Si tu n'es pas d'accord avec les personnes qui se présentent aux élections, il ne faut pas voter.

Le Maroc, explique **Laila**, est une monarchie constitutionnelle et parlementaire. Il y a la chambre des représentants et la chambre des conseillers. Les juges sont mandatés au nom du roi. Ils sont désignés après des concours.

Le vote n'est pas obligatoire au Maroc. Elle pense que des personnes peuvent voter pour n'importe quel candidats'ils ne s'informent pas. Beaucoup de personnes sont ignorantes et votent sans savoir, ils votent pour un parti parce qu'ils reconnaissent le sigle ou parce qu'ils connaissent quelqu'un de sa famille, sans pour autant se demander si c'est le candidat adéquat pour le poste.

Au Salvador, dit **Nelly**, il y a une séparation des pouvoirs, mais le président décide qui va occuper quel poste au sein de système judiciaire, au

gouvernement et au parlement. Le Président actuel est le plus jeune d'Amérique latine. Il vient d'une famille d'industriels d'origine arabe. La constitution au Salvador n'est pas respectée. Il y a beaucoup de corruption. Une présidence dure 5 ans. Les députés sont élus pour 4 ans, la plupart d'entre eux sont réélus et restent plus longtemps.



Les Philippines sont officiellement un État démocratique, mais **Jimlen** trouve que dans la pratique, ce n'est pas toujours vrai. Le président peut décider de ne pas appliquer ce qui a été voté par le congrès.

En ce qui concerne la justice, dit **Rafael**, au Venezuela, elle n'est pas neutre à cause de la corruption. Si tu n'as pas d'argent, le jugement ne sera pas en ta faveur. Si une personne commet un délit mineur, elle va aller en prison, tandis qu'un trafiquant de drogue qui a les moyens de payer n'y va pas.

À Djibouti, la corruption est monnaie courante. Sans argent, on ne peut pas obtenir justice. Par exemple, lorsqu'une voiture a renversé mon père, nous n'avons pas pu obtenir un jugement juste. Les tribunaux ont toujours donné raison au conducteur. On ne l'a même pas soigné.

**Christophe**, du Mali, trouve qu'il y a beaucoup de pays africains où la loi n'existe pas, si on paie, c'est fini.

Et en Belgique ? Pour **Rafael**, les citoyens belges ont droit à la justice. Dans le cadre de ma procédure de demande d'asile, je pense que mes droits ont été respectés. Par exemple, le droit à avoir un avocat sans payer. J'ai le droit d'être conseillé.

**Christophe** n'est pas d'accord. Pour lui, quand on habite dans un centre, on n'a pas beaucoup de droits en Belgique. Le centre doit s'occuper des réfugiés. Mais les règles du centre ne sont pas les mêmes que les lois en Belgique, notamment dans la lutte contre le coronavirus. On dort à 6 dans une chambre, mais on ne peut plus approcher les autres. Il y a des confinements propres au centre.

En définitive, les participants définissent la démocratie comme une organisation politique qui doit garantir la liberté du peuple et le vivre-ensemble. Elle doit garantir la justice, la paix et la liberté d'expression. Pour avoir une démocratie, il est important que les trois pouvoirs soient séparés, car si une seule personne ou un seul groupe de personnes fait les lois, les applique

### **Démocratie, tour d'horizon**

La notion de démocratie est une idée ancienne, elle tire ses origines dans la Grèce antique. On peut parler principalement de deux types de démocratie : la démocratie directe et la démocratie indirecte. Dans la première, le peuple décide et adopte lui-même les lois et les décisions importantes. Dans la seconde, le peuple se choisit des représentants, élus pour un mandat limité dans le temps, on parle alors de démocratie représentative. Depuis les années 60, s'est développé le concept de démocratie participative qui s'appuie aussi et surtout sur une citoyenneté active et informée.

Cette thématique fait partie de celles que Carrefour des Cultures développe dans son travail quotidien. Nous avons demandé aux participants des ateliers comment ils envisageaient cette notion et nous avons essayé d'en faire une définition commune.

et sanctionne en cas de non-respect, c'est une dictature.

Les citoyens doivent aussi être capables d'analyser les difficultés de leur pays et doivent contester ce qu'il s'y passe. Par exemple, quand il y a beaucoup de personnes qui viennent d'autres pays, d'autres cultures. Cette situation fait que le pays change continuellement. Il faut voir, analyser comment prendre en compte les différentes cultures et organiser l'interculturalité.

Pour les participants, la démocratie en Belgique est ralentie par le nombre de gouvernements. Beaucoup de personnes décident, cela prend du temps.

Pour **Omar**, la démocratie se caractérise par la participation populaire et la liberté d'expression, par exemple la possibilité de dire ce qu'on pense sur les réseaux sociaux. Celle-ci est fondamentale. Il faut lutter contre la censure. Cependant, pour lui, l'homme n'est pas prêt pour vivre dans une démocratie totale. La démocratie suppose le respect des autres et des règles de vie commune et pour cela, l'homme a besoin d'un pouvoir qui dirige, d'être contrôlé. Il faut un cadre structurant. Enfin, Omar pense qu'une démocratie monarchique peut être intéressante.



**Nehad** pense que la démocratie se caractérise par l'égalité et la liberté. La démocratie n'est pas respectée quand des journalistes sont mis en prison quand ils montrent la réalité.

**Hala** trouve aussi que la démocratie signifie égalité et liberté. La démocratie laisse les

personnes d'opinions différentes s'exprimer. Pour elle, c'est un idéal, un mot qui ne trouve pas vraiment de matérialisation. Il y a tout le temps des personnes qui contrôlent la démocratie. Dans son pays d'origine, la Palestine, le président contrôle les pouvoirs législatif et exécutif. La dictature est très claire.

Pour **Aferdita**, l'Albanie est une démocratie en apparence, mais le pays ne fonctionne pas démocratiquement. C'est pour ça qu'elle a quitté son pays. Les socialistes sont au pouvoir depuis longtemps. Ils promettent beaucoup de choses, mais n'honorent pas leurs promesses. La démocratie est surtout des mots. Elle trouve qu'en Belgique il y a des règles et elles sont respectées. Il n'y a pas de double discours comme dans son pays.

**Xhevdet** ajoute qu'en Albanie, il y a de la corruption, les élections sont truquées.

Pour **Ali**, la liberté d'expression est importante dans la démocratie : tu peux dire ce que tu aimes, ce que tu n'aimes pas, tu peux faire des manifestations, parler. En Irak, les militaires tirent sur la population, il n'y a pas de liberté ni de démocratie. Auparavant, Saddam Hussein était au pouvoir, c'était un dictateur, la situation était meilleure. Ce n'était pas quelqu'un de bien, mais au moins on avait plus de liberté. Aujourd'hui, le gouvernement ne fait rien pour le peuple. Dans une démocratie idéale, le gouvernement travaille pour le peuple, il veille à sa sécurité, son bien-être.

En Belgique, il y a beaucoup de parlements, mais il y a besoin d'une participation active des citoyens. Ils ne participent pas beaucoup à la démocratie en dehors de voter. Il y a beaucoup de diversité, de cultures, ce qui est une richesse, mais souvent apporte des problèmes à l'heure de faire un gouvernement, car les communautés linguistiques peinent à se mettre d'accord.

**Ghassan** met en avant le fait que, dans une démocratie, les personnes peuvent élire les

personnalités politiques. Mais il faut respecter les droits et les lois. Cela permet de vivre en paix. D'autant plus que les lois ont été choisies en démocratie.

Donc, pour qu'il y ait une démocratie, le peuple choisit ses représentants qui élaborent les lois. Il accepte donc son gouvernement et ses lois et enfin, il a le droit de dire ce qu'il pense. La liberté est aussi importante, mais elle n'est possible que si on respecte les autres.

Pour lui, l'Europe est une démocratie malgré tout, pas à 100%, mais à son sens une démocratie totale n'existe pas. Par exemple, en Belgique, il y a moins de représentants issus de Wallonie au parlement fédéral parce que la population wallonne est moins nombreuse.

Dans les pays arabes, il n'y a pas de démocratie. Par exemple, en Egypte, un dirigeant accède au pouvoir sous un régime démocratique, mais il annule les votes, change le système et reste 32 ans au pouvoir. En Palestine, le système n'est pas clair, mais on ne peut pas dire qu'on n'est pas d'accord sinon, on risque gros.

Enfin **Ghassan** pense qu'il n'y a pas de démocratie dans les pays pauvres, car l'attention de la population est accaparée par le souci de survie.

Il termine en disant que la transparence est un élément important dans une démocratie.

Lors de nos entretiens, nous avons vu que chacun selon ses origines et ses expériences a une vision différente de la démocratie. Cependant, un certain nombre d'éléments sont récurrents. Pour tout le monde, la démocratie se caractérise par l'égalité, le respect des autres et des lois, la liberté, d'expression ou de culte par exemple. Dans un système démocratique, le gouvernement et le parlement sont élus par le peuple et travaillent pour l'ensemble de la population.

## Regards et contributions

### *Belgique démocratique ?*

La démocratie est un système de gouvernement par l'ensemble de la population. Tous les citoyens sont représentés dans l'État, généralement par l'intermédiaire de personnes élues lors d'élections régulières. Il existe deux types de démocratie : la démocratie directe et la démocratie indirecte. Dans la première : le peuple décide et prend lui-même les lois et les décisions importantes. Dans la seconde : le peuple se choisit des représentants élus pour des mandats limités dans le temps.

La Belgique est un pays démocratique parce qu'il y a la liberté d'exprimer ce que les citoyens pensent. Les droits humains et l'égalité sont respectés. La démocratie garantit des droits. Les droits à la santé, à l'éducation, le droit de travailler et de voter.

Pour ces raisons, nous considérons que la Belgique est un pays démocratique. Le pays est dirigé par le peuple.

*Regard conjoint de Rafael Perez  
et Jimlen Matarong*

### *Le mythe de la démocratie*

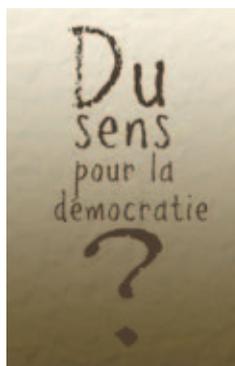
Je vois la démocratie comme un modèle qui n'existe pas. La démocratie, ce serait la liberté, l'égalité, la fin du racisme, un monde où chacun respecte les autres et travaille à la prospérité de tous. La démocratie ne signifie pas l'égalité, mais la justice pour chacun. Idéalement, la liberté de l'un finit là où commence celle de l'autre. Mais c'est un mythe.

Même en Belgique et dans les pays européens où l'on dit qu'il y a une démocratie, ce n'est, pour moi, qu'une façade. Certes, il existe des lois et divers mécanismes régissent le pays de telle sorte à ce chacun puisse vivre librement, mais sur le terrain, il y a des failles. Par exemple, la liberté de la presse est limitée par certaines restrictions. À mon avis, les responsables des groupes éditoriaux ne veulent pas diffuser tout sur tous les sujets, probablement pour des raisons politiques entre

autres. Pendant les élections, la presse soutient souvent un candidat ou certains partis plutôt que d'autres.

Un autre exemple de « fausse démocratie », à niveau européen cette fois, pourrait être celui du vaccin contre le coronavirus. Il n'est officiellement pas obligatoire, mais si on ne se vaccine pas, de fortes contraintes existent pour voyager, pour aller au restaurant, etc. la liberté d'agir et de mouvement est limitée. Il est donc en fin de compte obligatoire pour conserver nos droits. C'est pour moi antidémocratique.

Pour moi, le vote n'est pas un système idéal parce que beaucoup de gens peuvent être lésés au nom de la démocratie. Par exemple, si le peuple élit une personne qui n'est pas capable de gouverner, tout le monde va en pâtir.



*Nermein Albitar*

## APPROCHES DE L'ÉQUIPE

L'équipe permanente et la structure ont été également invités à faire part de leurs réflexions. Florence, Alice et Khalil, des regards et des participations pour penser la démocratie.

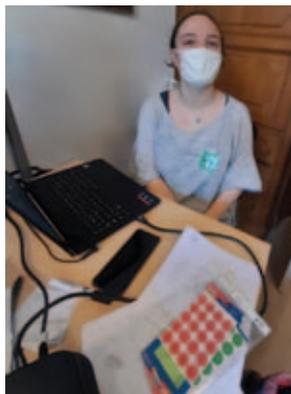
### La démocratie n'est pas statique

Il est très intéressant de parler de démocratie avec des personnes de pays différents, car je découvre d'autres points de vue, d'autres vécus qui m'aident à repenser le système dans lequel je vis.

J'affirme que la Belgique est un pays démocratique. Elle a des parlements, des gouvernements, un système judiciaire, le droit de vote (qui n'est peut-être pas un bon exemple car il s'agit d'un devoir et non d'un droit, il est obligatoire en Belgique), elle respecte les droits de l'Homme, elle a une attention à la population, etc. La population en Belgique bénéficie donc de droits et devoirs liés à la démocratie. Cependant, elle doit rester attentive et vigilante, s'informer sur les décisions politiques pour conserver ces droits et devoirs, pour éviter des dérives ou une « fermeture » de la démocratie. Je pense que la population belge n'est pas toujours assez attentive. Il faut reconnaître que le système politique belge est très compliqué.

Pour moi, la démocratie idéale est une démocratie où le groupe a une grande capacité d'action, et de manière directe. Concernant la Belgique, nous votons pour des parlementaires qui écrivent et valident les lois sans les « écrire » directement nous-mêmes, c'est indirect. La population a tout de même des moyens de se faire entendre (pétitions, manifestations, grèves, etc.) mais ce n'est pas facile.

Je pense que Carrefour des Cultures répond à cet idéal démocratique, car les personnes, employés et participants, sont invitées à donner leur opinion et réfléchir ensemble à l'avenir des projets. Pour moi, cet aller-retour entre groupes est important et fait partie de la démocratie idéale.



De plus, la démocratie, si elle est bien respectée, est tout à fait pertinente. L'éducation est très importante pour veiller au maintien de la démocratie, les personnes doivent être éduquées à observer, être attentives et à critiquer de manière intelligente. La démocratie participative est bénéfique et constructive pour l'avenir. Je pense que nous retrouvons ce type de système ici, à Carrefour des Cultures.

Un avis est régulièrement demandé, ainsi que des espaces de suggestions, de propositions et de décision également. C'est par ces espaces que nous pouvons créer et avancer ensemble vers un objectif commun.

La démocratie n'est pas statique, sinon ce n'est pas une démocratie. Elle avance, elle évolue car la population qui la porte change et évolue également. Elle doit changer pour répondre aux besoins des personnes. Je pense aussi que c'est une lutte, il faut rester attentif et vigilant pour que les droits et libertés ne soient pas diminués sans que l'on s'en rende compte.

*Florence De Bleekere*

## La démocratie, une œuvre citoyenne

La Belgique est une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire qui met en œuvre les principes de l'État de droit qui assurent aux citoyens une égalité et une liberté susceptibles d'asseoir un bien-être collectif nourri des spécificités et des intelligences multiples des uns et des autres.

Issue de la Grèce antique, la notion de démocratie est une idée ancienne qui a connu plusieurs évolutions, interprétations et applications. On distingue principalement deux types de démocratie : la démocratie directe et la démocratie indirecte. Dans la première, le peuple décide et adopte lui-même les lois et les décisions importantes. Dans la seconde, le peuple se choisit des représentants, élus pour un mandat limité dans le temps, on parle alors de démocratie représentative. Celle-ci peut revêtir différentes formes selon que l'on se trouve dans un régime présidentiel, semi-présidentiel ou parlementaire. En Belgique, nous vivons donc dans une démocratie parlementaire.

« La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple », disait Abraham Lincoln. Confronter la réalité démocratique de la Belgique à cette définition lapidaire suscite plusieurs interrogations sur l'état de santé de nos démocraties, sur le cadre proposé et sur les pratiques qui en découlent. Si l'on considère la démocratie comme une œuvre citoyenne, quelle lecture faisons-nous de sa qualification comme étant représentative, quelle place occupe le citoyen dans la gestion de chose publique et de quels moyens dispose-t-il pour l'exercice de son contrôle ? Quel est le rôle et le positionnement de l'opposition dans le système de l'alternance et quel est le traitement des minorités dans un régime basé sur le suffrage

universel et dans une société multiethnique et multiculturelle ?

Depuis les années 60, nous assistons à l'élévation de plusieurs voix qui scandent la démocratie participative et proposent des approches et des outils pour activer la participation citoyenne. Ces approches et thèses, ces supports et outils sont-ils aujourd'hui suffisants pour activer l'éveil citoyen et assurer une participation effective et efficace dans l'élévation d'une démocratie qui s'humanise tout en atteignant une maturité qui plaide l'évolution et le mouvement continu ? Ne faut-il pas, avant toute opération ou toute transformation, mettre à plat la démocratie représentative pour lire, observer et analyser ses défaillances, les limites et les maux qui continuent à la fixer dans une adolescence mal assumée ?



Le monde vacille entre les illusions du marché et les cauchemars de la société. Le projet individualiste s'oppose au bien-être collectif. L'espace public s'effrite, se rétrécit, se privatise, et précipite une foule innombrable d'hommes et de femmes dans l'exclusion, en les privant de toute expression sociale et culturelle, voire

politique. La pente de nos démocraties est très forte, une correction de la trajectoire paraît de plus en plus difficile. Comment expliquer cette apathie, comment apporter des éléments de réponse au désespoir des uns et au désenchantement des autres ?

Dans un tel contexte, les corps intermédiaires, les politiques et les intellectuels doivent s'associer aux citoyens pour cultiver ensemble des réflexions, des actions et projets de société et contribuer à donner à la citoyenneté plus de sens et au citoyen plus de respect.

La démocratie ne doit pas commencer la veille de la campagne électorale pour se terminer le jour du scrutin. Anoblir la démocratie, c'est pouvoir lui offrir une pratique au quotidien sans se soucier du temps ni de l'espace. On dort démocrate, on rêve démocrate pour se réveiller encore plus démocrate.

C'est autour de ces questionnements et préoccupations que Carrefour des Cultures a intégré la citoyenneté et la démocratie au centre de son objet social de son champ d'action et de son triptyque qui traduit son identité et sa manière de voir.

C'est dans ce sens, selon la petitesse de nos moyens et la grandeur de notre volonté et de notre



engagement, que nous nous essayons à nous auto-sensibiliser pour contrecarrer l'inertie suggérée par la pensée unique et aiguïser un esprit critique qui favorise le mouvement et l'intérêt pour la chose publique. De par nos espaces de réflexion, nos projets nos publications, nous stimulons le débat et le ressourcement en commun et nous veillons à ce que la démocratie ne s'enferme pas dans la gestion des conjonctures et des parenthèses mais plutôt se libère dans des projets de société qui plaident la transformation et l'élévation.

Comme le disait Edouard Herriot : « on ne stabilise la démocratie que par le mouvement ».

*Khalil Nejjar*

## Cultiver la démocratie

Comme vous le savez certainement, la démocratie est une idée ancienne. Née dans la cité d'Athènes au 5<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, son émergence répond d'abord à des changements de la société. En effet, l'appauvrissement des paysans et l'avènement d'une classe sociale que l'on qualifierait aujourd'hui de bourgeoisie ont conduit la population à exprimer des revendications sociales et à s'opposer aux privilèges des grandes familles. Ces demandes ont abouti à certaines réformes, par exemple celles de Dracon. On retiendra particulièrement de lui sa réforme qui soustrait les meurtriers à la vengeance des familles et leur offre un vrai procès. On peut voir ici l'avènement d'un pouvoir judiciaire qui protège les citoyens de l'arbitraire. C'est dans ce sens qu'agira également Solon en créant l'Héliée, un tribunal populaire où chacun a la possibilité d'intervenir en justice contre quelqu'un qui aurait enfreint la loi. On retrouve donc déjà à Athènes, le principe de la séparation des trois pouvoirs, véritable fondation de nos démocraties : le

pouvoir judiciaire, législatif et exécutif. À Athènes, le pouvoir législatif est partagé entre la Boulé, conseil qui prépare les lois et l'Ecclesia assemblée



qui les entérine. L'appareil exécutif est constitué des Magistrats. Diverses règles permettent d'éviter que le pouvoir soit accaparé par une seule personne ou un seul clan. Cependant, l'accès à ces institutions est limité aux citoyens athéniens, statut qui exclut les femmes, les étrangers et les esclaves. La démocratie ne concerne pas tout le monde, donc, seulement ceux qu'on appelait les citoyens.

Par la suite, la démocratie va continuer son chemin chez les Romains, puis s'éteindre à la fin du I<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ, laissant place à l'empire.



Il est intéressant de noter que c'est le même type de circonstances qu'à Athènes qui ramènera la démocratie en France après la Révolution française. Petit à petit, ce système de gouvernance s'imposera en Europe, non sans mal, on se souviendra des périodes de dictature italienne, allemande, espagnole ou encore portugaise, mais aussi des luttes pour obtenir le suffrage universel. La démocratie est donc un fait assez récent dans nos contrées. C'est certainement ce système politique qui a permis une période de paix plus longue que celles qui avaient ponctuées l'histoire de l'Europe auparavant, mais nous devons être vigilants. Ces mêmes revendications liées à la paupérisation de certaines populations et leur impression de ne pas être entendues par une partie de la classe politique sont celles qui favorisent aujourd'hui la montée des partis extrémistes en Europe.

En tant que citoyen, c'est notre rôle de veiller à faire perdurer la paix et la justice. Notre rôle ne s'arrête pas à notre passage dans les urnes. Les différentes lois qui garantissent nos libertés peuvent être défaites aussi rapidement, voire plus rapidement qu'elles n'ont été élaborées. Nous devons faire (un bon) usage des droits dont nous disposons pour qu'ils ne soient pas un jour perçus comme obsolètes, inutiles. Pourquoi avoir la liberté d'expression, si nous ne l'utilisons pas pour exprimer nos opinions et en débattre pour les faire évoluer ? Pourquoi avoir la liberté de la presse si nous ne nous informons principalement sur les réseaux sociaux ou auprès d'une seule source ? Pourquoi protéger les minorités si, finalement, nous voudrions les faire entrer dans notre moule plutôt que de s'enrichir grâce à notre diversité ? Nous sommes chacun responsable de faire vivre la démocratie dans notre quotidien.

Dans son action, Carrefour des Cultures met en place, depuis 20 ans, des espaces où exercer la démocratie : groupes de travail, débats, tables rondes, réflexions autour des médias, des genres, des conflits, des identités culturelles, du rôle du milieu associatif, ... Ces espaces visent à alimenter le débat de société et donc à faire grandir l'intelligence collective et contribuer à construire un espace public où tous et chacun peuvent trouver leur place, en toute liberté.

*Alice Bertrand*

# L'ÉCLAIRAGE DE L'EXPERT

## En démocratie, l'intérêt pour les autres doit être permanent

Quand les apprenants rencontrent et questionnent les artisans et acteurs de la Démocratie. Entretien avec Maxime Prévot, Bourgmestre de Namur et président du CDH.

**Rafael :**

### *La Belgique est-elle un État démocratique ?*

**Maxime Prévot :** Oui la Belgique peut être considérée comme un État démocratique, même si on a pour le moment avec les réseaux sociaux beaucoup de complotistes et des personnes d'extrêmes qui ont tendance à considérer qu'avec la gestion de la crise Covid nous ne sommes plus dans un État de droit, car certaines restrictions des libertés ont dû être décidées pour protéger la population du virus, mais c'est de la rhétorique.

On est, dans les faits, un peuple libre avec une constitution parlementaire et des élections qui



ne sont pas truquées, qui ne sont pas reportées et il existe des mécanismes pour interpeller le politique à tous les niveaux de pouvoir, dans toutes les enceintes de décision (du conseil communal jusque dans les parlements). Par conséquent, je pense qu'on peut dire que la Belgique est un État démocratique et qu'on a la chance de ne pas avoir de partis d'extrême droite au pouvoir, ni d'extrême gauche. Pour l'instant nous avons

évités les dérives totalitaires que l'histoire a pu connaître ailleurs sur la planète.

**Marcela :**

### *La démocratie représentative a montré ses limites.*

*Comment se fait-il qu'elle ne réponde plus à sa définition initiale :*

*« Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » ?*

**M.P. :** Aujourd'hui, beaucoup considèrent que la démocratie représentative n'est plus suffisante. Ayons l'honnêteté de remettre ça dans une perspective internationale et de se rendre compte qu'aujourd'hui il y a énormément de peuples qui pleurent ou combattent pour obtenir une démocratie représentative parce qu'ils n'ont même pas cette chance. Le débat en Belgique sur la démocratie représentative ou plus participative c'est presque un débat de luxe car comme on a un État de droit et une démocratie citoyenne

qui est bien implantée depuis longtemps, on peut se permettre de discuter de ces inévitables évolutions vers davantage de participation citoyenne. Je suis convaincu qu'on doit faire évoluer la démocratie représentative vers plus de participation citoyenne, sans tomber dans l'autre extrême qui consisterait à décrédibiliser la démocratie représentative parce que les élus, même si c'est très facile de les critiquer tout le temps et pour tout, sont quand même aussi des personnes qui ont une légitimité. Ils se sont

confrontés aux élections, au vote des électeurs. Quand ils exercent des responsabilités c'est parce que le peuple l'a décidé et pas parce qu'ils ont volé le pouvoir. Il faut aussi respecter ces représentants. Sinon, on ne respecte pas le choix des électeurs et du peuple. Par contre, on ne peut plus considérer que le citoyen doit être impliqué uniquement tous les 5 ans ou tous les 6 ans au moment des élections. Pendant le mandat, il faut beaucoup plus d'échanges, d'interactions avec le citoyen. Il faut plus de dimension participative pour pouvoir co-construire la société de demain. Je ne suis pas persuadé qu'on y arrivera plus

pertinemment en tirant au sort au sein de la population des citoyens pour devenir député. Par contre, qu'il y ait des expériences comme c'est actuellement mené en Belgique permettant qu'il y ait des assemblées citoyennes, des espaces de débat où les députés et les citoyens co-décident de certaines orientations qui après doivent se traduire dans des textes votés au parlement par les élus. Cela me semble être une évolution qui est souhaitable.

La démocratie représentative n'a pas toutes les vertus, mais elle n'a pas tous les vices.

**Rafael :**

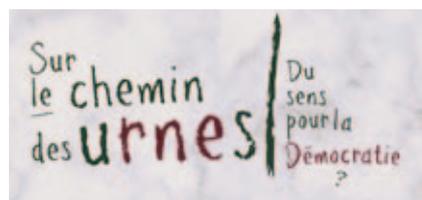
***Est-ce que la responsabilité de la crise de la démocratie se situe dans le chef des gouvernants, des citoyens voire le corps intermédiaire ?***

**M.P. :** La responsabilité de la crise est partagée. C'est souvent vers les hommes et femmes politiques qu'on pointe un doigt accusateur. Il faut que ces hommes et femmes balayent devant leur porte et reconnaissent qu'il y a des comportements qui ont posé problème et dès lors, il y a une rupture de confiance avec les citoyens et elle s'est accélérée. On vit aussi dans une période d'injustice sociale, fiscale qui renforce ce sentiment d'une élite politique déconnectée des citoyens. Mais d'un autre côté, même si ce n'est pas politiquement correct de le dire, les citoyens doivent aussi balayer devant leur porte. Aujourd'hui, il y en a très peu, trop peu qui se donnent la peine de s'informer sur les dossiers, de suivre les débats, d'utiliser les leviers qui leur sont offerts pour donner leur avis. Ils se réfugient sur les réseaux sociaux pour dire leur mal-être, parfois de manière très lâche avec des comptes anonymes plutôt que d'assumer leurs idées dans les organes qui leur sont offerts. Le tri doit être fait entre la bonne information et les fake news. On vit, et je le regrette, dans une société où l'on cherche toujours les coupables. Après la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, en

Europe, on a connu des années de croissance continue. Quand il y a des revendications pour les travailleurs, on savait les satisfaire, on savait débloquer de l'argent parce que le gâteau, grâce à la croissance, n'arrêtait pas d'augmenter et il y avait toujours une part qu'on pouvait donner aux gens. On vit depuis la crise financière de 2009, la crise migratoire et la crise sanitaire, dans une période où dans l'Union européenne il n'y a plus de croissance ou cette croissance est très faible.

Le gâteau n'augmente plus. Certains demandent même qu'il y ait une décroissance pour mieux protéger l'environnement. On se retrouve avec de plus en plus de monde et une part de richesses qui n'augmente pas. Pour que

chacun améliore sa situation, il est obligé de voler une part du gâteau à quelqu'un d'autre. C'est pour ça qu'aujourd'hui, chacun recherche des coupables pour dire que c'est à cause de lui que mes enfants seront moins bien demain. « Lui » peut être les politiques, les étrangers, les chômeurs, les patrons qui ne bougent pas, etc. et donc on a tout un monde de caricatures qui commencent à s'exciter les uns contre les autres, plutôt que de veiller à apaiser la situation.



**Alice :**

***Quel rôle peuvent prendre éventuellement les corps intermédiaires ?***

**M.P. :** Les corps intermédiaires sont les stabilisateurs de l'État, que ce soit le monde associatif, les mutuelles, les acteurs culturels, sociaux, économiques, etc. ce sont eux qui font la balance entre les revendications citoyennes et les possibilités du politique. Très souvent, c'est parce qu'on a de la considération vis-à-vis de ce monde associatif que l'on arrive à avoir un équilibre du pacte social. Je viens d'une formation politique

qui depuis toujours défend le monde associatif et qui a toujours veillé à maintenir ces corps intermédiaires. Ils ont selon moi un rôle à jouer qui va aller crescendo. Les citoyens n'ont plus confiance dans le politique, mais ils conservent de la confiance dans les engagements de proximité, désintéressés du monde associatif et des corps intermédiaires.

**Marcela :**

***Comment la démocratie locale peut-elle renforcer le sens de la démocratie au niveau local comme au niveau supranational ?***

**M.P. :** Toutes les enquêtes démontrent que le seul niveau de pouvoir où les citoyens conservent un peu de confiance vis-à-vis des hommes et des femmes politiques, c'est le niveau local. Les gens font plus facilement confiance aux bourgmestres, aux échevins qu'à leurs ministres. Il y a une dimension de proximité, c'est plus facile d'aller frapper à la porte du bourgmestre quand on a un problème plutôt que celle du 1<sup>er</sup> ministre, car il est difficilement accessible. Cette proximité est un gage de relation de confiance entre les élus et les citoyens. Il y a au niveau local des demandes de plus grandes participations citoyennes : il y a des interpellations au conseil communal, on fait des ateliers de co-construction pour certains grands projets, on soumet au citoyen toute une série d'autres dossiers. À notre échelle, on travaille à cette dimension de participation.



Les autres niveaux de pouvoir, avec leurs outils, tentent aussi de le faire. Les parlements ont créé chez nous des commissions, des assemblées de citoyens, des lieux où des débats peuvent se faire, des capacités citoyennes d'interpellations des députés. Par nature, les gens rejettent ce qu'ils ne comprennent pas. Quand ils ne comprennent pas les enjeux géopolitiques, ils vont avoir tendance à rejeter les structures internationales ; quand ils ne comprennent pas la complexité de l'Europe, ils rejettent l'Europe ; et quand, dans notre pays, on ne comprend pas toute cette lasagne institutionnelle, on rejette un niveau de pouvoir.

Je pense donc que les gens ont besoin de proximité et de clarté. Dans notre pays, la clarté n'est pas au rendez-vous. Et comme tout le monde est un peu responsable de tout, plus personne n'est responsable de rien.

**Alice :**

***Des pistes ? Est-ce que les mécanismes cités peuvent être utilisés comme un levier pour renforcer la démocratie à l'échelle nationale ?***

**M.P. :** Je pense que ce qui fonctionne bien à l'échelle locale ne peut pas toujours bien fonctionner à d'autres niveaux de pouvoir. On ne sait pas faire uniquement des copiés-collés. Il y a des processus dont on peut s'inspirer. Le 1<sup>er</sup> défi pour notre pays c'est de simplifier nos structures pour que les gens comprennent mieux qui est en charge de quoi. La Belgique n'est pas le seul État fédéral du monde. Il y a plein d'autres pays qui fonctionnent comme des États fédéraux. Ils fonctionnent sûrement mieux que la Belgique parce que dans ces États fédéraux comme l'Allemagne ou le Canada, ils ont découpé les compétences de manière beaucoup plus claires, en disant, par exemple, en Allemagne, les landers



s'occupent de telles compétences mais à 100%. Chez nous, on a dit : l'économie, c'est 50% les régions, c'est 50% le fédéral. Pour toutes ces compétences, que l'on appelle les compétences partagées, la matière n'est pas clairement d'un côté ou de l'autre et tout le monde se marche un peu sur les pieds. Quand un ministre veut prendre une initiative pour concrétiser un projet, il faut que l'autre niveau de pouvoir ait la même ligne de conduite pour y arriver. C'est pourquoi le plus important dans la prochaine réforme du pays, c'est de remettre des packages entiers de compétences soit uniquement d'un côté, soit de l'autre.

**Rafael :**

***Quelle lecture faites-vous de la citoyenneté des étrangers dans les enjeux de la démocratie ?***

**M.P. :** La citoyenneté est intimement liée à la notion d'humanité bien plus qu'à la notion de nationalité. La Belgique a permis (plus vite que dans d'autres pays) à des citoyens même s'ils n'avaient pas la nationalité belge de pouvoir voter. Il s'agit des citoyens européens. La citoyenneté, c'est d'abord un état d'esprit ainsi que du respect. Je pense que les personnes d'origine étrangère qui sont sur notre territoire sont plutôt

des personnes avec qui la cohabitation se passe très bien. Mais l'enjeu n'est pas uniquement de cohabiter. Ce n'est pas d'être dans une démarche multiculturelle, mais interculturelle. C'est un combat de tous les jours car certains citoyens belges ne sont pas très réceptifs à la question des étrangers. C'est un défi dur mais noble, de voir l'humain avant de voir la carte d'identité.

**Marcela :**

***La démocratie aujourd'hui peut-elle se limiter au cadre de l'État-nation ?***

**M.P. :** Ce sont deux notions très différentes, un peu comme en mathématiques quand on dit qu'un carré est un rectangle, mais qu'un rectangle n'est pas un carré. Pour moi, la notion de nationalité recouvre celle de citoyenneté. La carte d'identité doit être vue après la personne.

La question de la nationalité est secondaire par rapport à celle de la citoyenneté. Il faudrait faire un travail de pédagogie pour que le regard des gens change sur les personnes étrangères. Il faudrait plus de lieux interculturels, inviter à la rencontre de la différence. En Wallonie, on a créé le parcours

d'intégration qui ne vise pas à punir la personne étrangère, mais à offrir des outils pour améliorer l'intégration de la personne dans le nouvel environnement où elle se trouve par des heures d'apprentissage en français, par l'explication de



la citoyenneté pour comprendre comment notre État fonctionne (ses principes, ses valeurs). C'est un cursus qui, me semble-t-il, est bénéfique. Pour des mamans qui sont contrariées de ne pas pouvoir aider leurs enfants à faire leurs devoirs car elles ne parlent pas la langue de l'école, pour

des personnes qui cherchent du travail et n'en trouvent pas malgré leur diplôme ou leur bonne volonté car elles ne parlent pas bien le français. C'est dans une démarche d'émancipation que j'ai conçu, quand j'étais ministre, ce parcours d'intégration.

Ce n'est pas simple, il y a beaucoup de moyens qui sont sur la table, y compris à l'égard du secteur associatif pour être ce « go between », mais je pense qu'il faut d'abord et avant tout un éveil à l'autre.

**Rafael :**

***Doit-on être démocrates seulement dans nos frontières ?  
Doit-on exporter le concept à l'extérieur et être démocrates toujours et tout le temps ? Être-vous d'accord avec la manière dont les pays occidentaux exportent la démocratie ?***

**M.P. :** Je ne dirais pas que les pays occidentaux exportent la démocratie car la manière de le faire est différente selon que ce soit les États-Unis, ou l'Union européenne, ou d'autres pays. Il n'y a pas une seule manière de faire de la part des occidentaux. Les USA le font selon leur intérêt, l'Union européenne, car c'est la vieille Europe, celle des lumières, elle le fait dans une démarche plus humaniste. Aucun modèle n'est transposable. D'ailleurs à chaque fois qu'un dictateur tombe, c'est compliqué de mettre en place une démocratie. Ce qui amène à dire par

certaines que le modèle occidental ne correspond pas à toutes les cultures. C'est sûrement vrai mais, pour autant, on ne peut tolérer des régimes totalitaires parce qu'il y a une souffrance de la part des peuples. Il faudrait faire évoluer ces régimes vers une démocratie qui soit plus respectueuse des citoyens, mais en acceptant de ne pas faire un simple copié-collé de nos propres modèles parce que le champ culturel n'est pas le même et cela nécessite un peu d'humilité de la part des occidentaux.

**Alice :**

***La difficulté aussi est de savoir jusqu'où on peut intervenir ou pas.***

**M.P. :** C'est tout le débat sur le droit ou le devoir d'ingérence. Je ne pense pas qu'il y ait de réponse unique et juste à cette question. Je pense que quand on essaye de faire tomber un dictateur, on est avant tout motivé par la volonté de libérer un peuple. La manière dont il doit se reconstruire, c'est différent : il y a des coutumes, parfois des clans, des ethnies, parfois des minorités à protéger, ... Il n'y a pas de modèle unique sinon, ça se saurait. On aurait la démocratie partout en Europe. Et même dans nos régimes occidentaux, la démocratie reste chancelante. On a eu en

Europe des majorités avec des pays intégrant l'extrême droite ou la droite radicale. Ce n'est jamais gagné. Il ne faut pas perdre de vue que, depuis 2000 ans, c'est la première fois qu'il y a une aussi longue période sans conflit majeur en Europe occidentale. On est une génération qui a toujours connu ça et qui a tendance à croire que ça va toujours se passer comme ça. Alors que dans une perspective historique, on est dans un momentum qui est atypique. Il faut éviter que ce momentum soit court.

**Marcela :**

***La force de la démocratie se mesure-t-elle par son respect à l'égard des minorités ? Quelle lecture faites-vous de ce principe et quelle est son application dans notre système ?***

**M.P. :** Des applications dans notre système démocratique en Belgique, on en a beaucoup car la Belgique est un pays qui a été construit assez fictivement avec beaucoup de minorités (la communauté germanophone, par exemple). On a plein de mécanismes pour éviter l'oppression de la majorité.

C'est d'ailleurs un des éléments dont on peut être assez fiers car dans des nations ailleurs dans le monde, quand on réfléchit à des évolutions de constitution par rapport à la protection des minorités, on s'inspire beaucoup de ce qui se fait en Belgique. La protection des minorités est



pour moi un élément essentiel pour garantir une vie paisible. Tant que vous aurez des minorités opprimées, vous aurez des conflits. C'est important d'avoir du respect pour l'autre même s'il est minoritaire.

**Alice :**

***Vous dites qu'en Belgique, il y a un grand respect des minorités, mais sans détailler les mécanismes.***

**M.P. :** On vit dans un pays où il y a 60% de Flamands et 40% de Wallons, pourtant la constitution prévoit que le gouvernement doit être composé d'une moitié de Flamands et d'une moitié de Wallons, les proportions s'inversent à Bruxelles. On a aussi des clefs pour empêcher

que les Flamands qui sont numériquement plus nombreux votent toutes les lois. Il faut aussi qu'il puisse y avoir une majorité dans chacun des groupes linguistiques. Cela permet d'empêcher la dictature de la majorité.

**Alice :**

***Quid des autres minorités ?***

**M.P. :** Au niveau des minorités religieuses on a aussi un État démocratique qui est assez évolué par rapport à d'autres. On peut toujours dire que ce n'est pas assez. Notre pays reconnaît dans sa constitution la liberté de culte et finance la diversité des cultes. Comme dans tous pays, il y a des citoyens qui ont des appréciations différentes

sur ces aspects-là. On a des garde-fous et par rapport à d'autres pays, on n'est pas si mal. La question du respect des minorités ou du respect en général, c'est aussi quelque chose qui tient des personnes. Et les textes de loi ne pourront jamais empêcher les gens de manquer de respect.

**Rafael :**

***Quel est l'état de santé de l'opposition aujourd'hui ?  
Peut-on être en opposition lorsqu'on est dans la majorité ?***

**M.P. :** Comme en Belgique il y a plusieurs niveaux de pouvoir, on peut très vite être dans l'opposition d'un côté et dans la majorité de l'autre. C'est aussi le gage d'une maturité de la démocratie. Quand j'étais ministre, j'avais comme collègue le leader de l'opposition locale. Au niveau de la ville, on était l'un contre l'autre et au niveau de la Wallonie on était ensemble. On a une opposition qui est assez dynamique dans l'espace belge, mais qui peut, surtout en Flandre, être aussi inquiétante car en Flandre on a



une opposition qui est essentiellement composée des plus radicaux. On est donc obligés de mettre tous les démocrates flamands ensemble pour pouvoir faire barrage, ce qui n'est pas simple. Mais alors que nous sommes dans un régime proportionnel, on évite encore dans l'espace francophone des députés d'extrême droite. C'est quand même un gage de maturité. Mais on a une opposition qui est assez bien respectée dans notre État de droit.

**Alice :**

***Comment faire quand on est en opposition ?***

***D'un côté on est ensemble, d'un côté on est l'un contre l'autre.***

**M.P. :** On a un gouvernement composé de 7 partis et cela n'empêche pas les partis d'être en opposition. On appelle cela la participe opposition, avoir un pied dans la majorité et un pied dans l'opposition.

Il ne faut pas tout cloisonner parce qu'on est dans la majorité. Les partis politiques ont des idées différentes qu'ils doivent défendre. Quand on débat, le résultat n'est pas toujours celui



qu'on attend, chaque parti doit faire des compromis pour faire avancer le dossier. Cela fait avancer la démocratie. D'autant plus que d'une élection à l'autre, un parti peut être une fois dans la majorité, puis ensuite dans l'opposition, ou à l'inverse.

**Marcela :**

***La démocratie ne doit pas commencer à la veille de la campagne électorale pour se terminer du scrutin. Qu'en dites-vous ?***

**M.P. :** Le combat pour la démocratie, c'est un combat de tous les jours. C'est perpétuel. L'intérêt pour les autres doit être permanent.

# REPORTAGES ET RAPPORTAGE

## PRINTEMPS AU FLECI EN THÉMATIQUES, EN DÉVELOPPEMENT ET EN PERSPECTIVES

*Le Printemps au FLECI est un nouveau défi que toute l'équipe FLE et la structure de Carrefour des Cultures ont souhaité relever malgré les circonstances particulières qui entourent toute nouvelle initiative depuis le début de la pandémie.*

*Le projet se veut être une approche novatrice des cours de Français Langue Étrangère, Citoyenneté et Interculturalité. Les apprenants, répartis tous niveaux confondus en différents ateliers ont, d'avril à juin, relevé le défi de co-construire ensemble une réalisation concrète qui, dans une logique d'éducation permanente, met en œuvre toutes leurs capacités d'apprentissage et confronte le résultat de leurs travaux aux regards de tous.*

*Les ateliers Cuisine et culture, Cinéma, Image et photolangage, Nouveau SoufFLE et Manuel, outre leurs contributions dans la réalisation du dossier axé sur les questionnements du triptyque Citoyenneté, Diversité/ Interculturalité et Démocratie, se sont, chacun, penchés sur leur thématique propre à partir d'une réflexion collective et d'une production commune.*

*Vous trouverez ci-dessous une courte description de chaque atelier assortie pour chacun d'un reportage photographique qui, nous l'espérons, vous permettra de partager les beaux moments de ce printemps collaboratif.*

*Certes, comme lors de toute nouvelle initiative, de tout nouveau projet, des réajustements en cours de réalisation ont dû s'opérer et les évaluations ont permis de mettre l'accent sur des améliorations nécessaires, mais, forts de cette première expérience, nous avons décidé de programmer une deuxième édition du Printemps au FLECI pour 2022 que nous nous proposons de partager également avec vous.*

# DES THÉMATIQUES

## AUX ATELIERS

# L'ATELIER CINÉMA



La thématique du cinéma nous est apparue comme une évidence. Chaque année, Carrefour des Cultures organise *Cinéma des Cultures*, un petit festival de film lors duquel sont proposées des projections dédiées aux apprenants FLE et des projections de films de différentes cultures ouvertes à tout le monde. En outre, le cinéma est un excellent moyen de traiter de sujets d'actualité, de susciter le débat et le questionnement parmi les apprenants.

Cet atelier a été divisé en 3 étapes, chacune avec des objectifs distincts afin de permettre aux participants d'appréhender au mieux l'univers du cinéma en tant que spectateur et créateur de contenu.

La première étape, intitulée « matinée/après-midi popcorn à Carrefour des Cultures », a été consacrée à faire découvrir aux participants le monde du cinéma. Après une brève introduction au cours de laquelle ils ont mis en commun leurs connaissances, ils se sont attelés à l'apprentissage du vocabulaire en lien avec ce média, par exemple les différents corps de métier, les techniques, les genres de films, etc. Ils ont ensuite découvert l'histoire du cinéma, regardé des extraits de vieux films et

surtout visionné un long-métrage *Les Invisibles* ou *La Famille Bélier* en fonction du groupe. Ces projections cinématographiques ont permis débat et réflexion sur des thématiques telles que la solidarité ou le handicap.

La deuxième partie de l'atelier, « Silence, moteur, action, on tourne ! » a donné la possibilité aux participants de créer un court-métrage présentant Carrefour des Cultures ainsi que les personnes qui participaient aux ateliers. Pour cela, ils ont d'abord appris à utiliser une caméra, à cadrer, à écrire un scénario et à jouer. Grâce à cette étape, les participants se sont rendus compte de tous les aspects techniques entourant la réalisation d'un film. Leur création a été diffusée lors de la fête de fin d'année.



Lors de la dernière étape, les participants ont fait des propositions pour la programmation de la 13<sup>e</sup> édition de *Cinéma des Cultures*. Au terme d'un moment d'échange et de réflexion, les participants ont suggéré la thématique : « les femmes » pour la prochaine édition de *Cinéma des Cultures*.

Entre appréciation et critiques, cet atelier s'est clôturé sur la séance d'évaluation.

# L'ATELIER

## CUISINE ET CULTURE

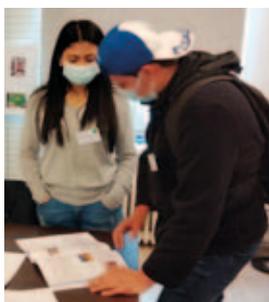


L'alimentation en général et l'art culinaire en particulier constituent une thématique qui fait l'unanimité pour aborder en groupe l'approche des différentes réalités culturelles des participants.

Au travers de 22 séances réparties entre le 19 avril et le 11 mai, les participants ont interrogé leur approche de l'alimentation en général au travers de réflexions sur « Dis-moi qui tu es et ce que tu manges », « Quelles sont les spécialités de ton pays et en Belgique », « Comment mieux manger », « Les aliments pour se soigner », « Quels produits utilisés et leur histoire », « Le gaspillage alimentaire », « Le bio » ...

À partir de cette réflexion les participants, tous niveaux confondus et réunis en un seul groupe, se sont fixés deux objectifs :

Tout d'abord, la réalisation d'un carnet « Voyage culinaire et culturel » présentant un aperçu de chaque pays représenté au sein du *Printemps au FLECI* au travers de sa localisation, d'un élément architectural ou d'un paysage et d'un élément culturel représentatif ainsi que d'une recette d'un plat typique. Au fil des 50 pages du carnet, vous voyagez de l'Argentine au Brésil, de Cuba au Guatemala, du Pérou au Salvador, du Venezuela à Djibouti, de l'Égypte à l'Érythrée, de la Libye au Mali, du Maroc à la Somalie, du Zimbabwe à l'Irak, de la Palestine aux Philippines, de la Syrie à la Turquie, de l'Albanie au Daguestan et à la Tchétchénie. Pour préparer ce carnet, les participants ont rédigé et exposé un texte libérant ainsi leur parole et tissant des liens entre eux au fil des discussions sur leur présentation.



Qui plus est, l'atelier Cuisine et culture s'est ouvert aux autres ateliers du *Printemps au FLECI* en collectant auprès d'eux les éléments représentatifs de leur culture. C'est la synthèse du travail au sein du groupe et des contributions des participants aux autres ateliers qui a constitué la matière au départ de laquelle le carnet a été réalisé.

Les documents ont été retravaillés en groupe ce qui a permis de rencontrer les objectifs linguistiques tels que le vocabulaire des aliments et du matériel, les verbes et leur usage dans certains temps notamment l'impératif.

Ensuite, la préparation d'une journée festive de clôture des ateliers le jeudi 24 juin 2021. Cette journée a été l'occasion de proposer à tous les participants du *Printemps au FLECI* la découverte de recettes présentées dans le carnet ou d'autres spécialités et la projection d'un Quizz « Cuisine et culture » qui a contribué à l'animation.

Tout ce travail, selon le canevas défini pour chaque atelier, a fait l'objet d'une évaluation qui a croisé les regards pour donner une impulsion future à cette initiative.

Enfin, comme tous les autres ateliers, Cuisine et culture a également contribué à alimenter la réflexion autour du manuel que Carrefour des Cultures élabore actuellement. Cette contribution est détaillée dans un article spécifique.



# L'ATELIER IMAGE ET PHOTOLANGAGE



L'atelier Image et photolangage a été un espace de réflexion et de production d'images, de photographies. À l'aide des images, les participants ont été invités à partager et réfléchir ensemble sur des thèmes importants pour eux.

Notre objectif principal était la préparation d'une exposition photographique présentée au terme des ateliers. À travers cette production concrète et commune, nous avons visé la progression linguistique, la réflexion citoyenne et l'échange entre les différentes cultures, en vue d'une création originale et réflexive. Par ailleurs, nous avons pensé que les images produites devaient avoir pour but d'alimenter notre projet de création d'un manuel à destination des personnes qui suivent les cours de français.

L'art et les images ont donc été les vecteurs choisis pour solliciter le dialogue et la construction commune.

Une première phase a été de réfléchir ensemble à la notion d'image et à son utilisation. Dans nos différentes sociétés, comment et pourquoi les images sont-elles utilisées ? Quels messages

véhiculent-elles ? Nous avons également visité l'exposition *Mobilis* à la Galerie du Beffroi de Namur. Cette visite a permis au groupe d'observer l'organisation d'une exposition et son travail de l'image. La question du droit à l'image a aussi été abordée.

La deuxième phase s'est centrée sur la production de photos autour du thème « Ma ville », choisi au préalable par les participants. Quelques notions de photographie ont été alors abordées avant de se lancer dans Namur et de photographier.



Une fois la matière récoltée, le temps était venu de (re)penser la structure de l'exposition en proposant trois sous-thématiques illustrées et commentées par les participants. Ceux-ci ont ainsi eu l'occasion de faire part de leurs réflexions sur la vie dans « Ma ville » et sur des points qu'ils ont jugé importants et intéressants de présenter et commenter : (1) la nature en ville, (2) la propreté de Namur et (3) l'importance des lieux publics.

Le choix des thèmes, des photographies et des présentations a été fait par les participants, lors de concertations communes.



# L'ATELIER NOUVEAU SOUFFLE

Depuis plusieurs années, l'espace FLECI de Carrefour des Cultures publie la revue *Nouveau SouffLE*. C'est donc très naturellement que l'équipe a choisi d'en faire l'objet d'un atelier à part entière. Plutôt que de simplement donner la parole aux participants des formations sur des thèmes choisis et analysé par Carrefour des Cultures, il a été décidé de mettre les participants aux commandes. Réflexion préalable, entretiens, animations avec les groupes, reportage des temps forts du *Printemps au FLECI*, ils ont tout fait. Ce sont eux qui sont à l'origine du numéro que vous tenez entre vos mains.

Deux moments forts pour cette revue : d'une part un dossier interrogeant les trois piliers de l'action de Carrefour des Cultures ; d'autre part, un reportage retraçant les activités du *Printemps au FLECI*.



Pour la réalisation du dossier, le groupe s'est consacré à l'analyse des thématiques phares de Carrefour des Cultures : Démocratie, Citoyenneté et Interculturalité. Une à une, elles ont été décortiquées, analysées, assimilées et critiquées. De ce premier travail de réflexion, des guides d'entretien et des fiches d'animation ont été réalisées.

Trois groupes d'intervenants ont été sollicités pour répondre aux différentes questions : les participants aux ateliers, les membres de l'équipe permanente de Carrefour des Cultures et des personnes extérieures, expertes dans leur thématique.

Les participants, dans leur rôle de journalistes de *Nouveau SouffLE*, ont interrogé tout d'abord les différents participants aux ateliers, dans un deuxième temps l'équipe de Carrefour des Cultures. Et, pour finir, l'équipe de reporters a également procédé à l'entretien des trois experts.

En ce qui concerne le reportage, nos journalistes avaient à cœur d'interroger les participants pour prendre la température du projet en cours, le contenu des ateliers, leurs objectifs, ... Ils sont donc allés à leur

rencontre soit en classe, soit lors des moments de rencontre du *Printemps au FLECI*, où tous les groupes étaient rassemblés.

En marge du travail réalisé pour *Nouveau SouffLE* et comme dans chaque atelier, le groupe a mené une réflexion sur le manuel que Carrefour des Cultures est en train de créer pour ses formations FLECI.



# ATELIER TRANSVERSAL

## LE MANUEL



Depuis quelque temps, Carrefour des Cultures a le projet de créer un objet pédagogique, un manuel pour accompagner le travail des participants lors des cours de français. Dès lors, il nous a semblé important de les impliquer dans le processus de création. Pour cette raison, un espace de réflexion a été créé, le dénommé *Atelier Manuel*.

Deux grands objectifs ont structuré les séances :

- l'amélioration du cours et des pratiques des formatrices. Il a été demandé aux participants un retour sur les méthodes d'enseignement qu'ils connaissent, ils ont été questionnés sur l'intérêt qu'ils portent aux matières traditionnellement abordées et sur leurs connaissances des matières vues en classe et susceptibles d'être travaillées en atelier. Trois étapes ont jalonné ce travail : mesurer, critiquer et, enfin, proposer.
- le développement des thématiques annexes. Les participants ont réfléchi aux thématiques à aborder et à leur possible développement.



Pour ce faire, des animations ont été préparées et distillées dans les différents groupes ateliers, permettant à chacun de participer et d'investir réflexion et suggestions pour l'élaboration de

l'ouvrage. En vue d'obtenir leur avis, les questions de la nécessité d'utiliser un manuel en classe, la forme idéale qu'il devrait prendre, les savoirs et informations qui devraient y être proposés ainsi que la place des réflexions citoyennes et interculturelles ont été abordées. Les participants ont également émis des suggestions concernant la matière des thématiques. En vue de récolter leur attention et pensées, des activités individuelles et en sous-groupes ainsi qu'une mise en commun ont rythmé l'atelier.

Les avantages de ce travail ont été de pouvoir laisser la parole aux participants concernant un objet qu'ils utiliseront et qui est conçu pour eux. Avoir leur avis, leur regard, leurs suggestions semblait essentiel. Les impliquer dans la phase de réflexion était intéressant pour produire un objet utile et pertinent. C'était aussi l'occasion de leur présenter le projet, de leur rappeler les valeurs citoyennes et interculturelles qui nous animent ainsi que notre désir de co-construction.

Les inconvénients de ce travail et difficultés rencontrées ont été d'ordre réflexif. Il n'a pas été facile pour tout le monde de repenser à son parcours d'enseignement avec du recul et un regard critique. Analyser leur rapport aux savoirs passés et présents a aussi été un exercice compliqué.

## REGARDS ET PROJECTIONS

*Dans une période inédite, faire de l'apprentissage du FLE un chantier pour mettre en observation l'apprentissage de la langue et ses périphériques notamment en lien avec la citoyenneté et l'interculturalité constitue un défi tout autant inédit.*

*Aujourd'hui au terme de la première édition de Printemps au FLECI une lecture critique s'impose pour le renforcer, le consolider et le mettre en mouvement continu. C'est sur cette base que les animatrices et les participants soutenus par la structure de Carrefour des Cultures ont procédé à un exercice d'évaluation qui met en avant la dimension qualitative. Entre les appréciations des moments forts et la reconnaissance des parenthèses de faiblesse, les uns comme les autres, ont posé un regard scrutateur sur le devenir de cette initiative.*

## Côté formatrices

Les avantages du fonctionnement par ateliers sont d'ouvrir un espace de réflexion commun et de construire ensemble un projet concret. Le système permet de mettre en place une autre pédagogie que celle des cours de français classiques, qui demande une utilisation différente du français dans un contexte précis. Les inconvénients, les difficultés rencontrées sont dues aux différences de niveaux, mais une entraide et un partage étaient bien visibles au sein du groupe. Permettre à chacun de participer et de créer malgré son niveau de français est un beau défi.

J'ai tenté d'accompagner au mieux le groupe et de lui servir de guide, en lui laissant un maximum de latitude pour observer, proposer et décider des démarches et des éléments constitutifs de l'exposition. Certaines activités de réflexion ont



dû être répétées pour obtenir une ligne claire, et de nouveaux compléments ont toujours été proposés, constructifs et très porteurs. La réflexion en groupe a été privilégiée, et il en ressort un travail partagé et validé par tous.

En tant que formatrice FLE, l'animation des ateliers a été une véritable aventure, pleine de belles surprises et de moments de partage. Il a fallu s'habituer à une nouvelle méthode, penser différemment le travail de groupe et mener les réflexions et débats avec justesse. La citoyenneté et l'interculturalité ont été très présentes durant nos séances, me rappelant les formations à la citoyenneté, base nourrissante et solide pour mon développement personnel. « Expérience enrichissante pour tous » sont les mots qui me viennent, avec plaisir, quand je pense à cette formule d'ateliers.

*Florence De Bleekere*

Dans mon évaluation, en ma qualité de coordinatrice du projet *Printemps au FLECI*, j'ai voulu lister les objectifs que nous nous étions fixés à tous niveaux et analyser s'ils ont été atteints ou pas.

En ce qui concerne les objectifs linguistiques, nous pouvons dire que la langue a été travaillée de manière différente (de manière plus informelle sans nécessairement voir de règles de grammaire à proprement parler). Néanmoins, tous les apprenants ou presque ont signifié que les cours avec de la grammaire pure leur manquait. En ce qui me concerne, j'ai pu constater que certains apprenants avaient beaucoup progressé à l'oral.

Notre souhait de départ était de mélanger les niveaux des apprenants. En matière de mixité pour

former les groupes, nous avons dû tenir compte des souhaits des apprenants et des besoins de chaque atelier (l'atelier Image et photolangage et Nouveau SouffLE avaient besoin d'un plus grand nombre de B1).

Les groupes de niveaux différents n'ont pas toujours été simples à gérer. Personnellement, cela m'a demandé pas mal de préparation en plus. Certains apprenants n'ont pas apprécié la mixité : ceux de B1 trouvaient que les séances n'allaient pas assez vite et les participants de A1 trouvaient au contraire qu'elles étaient trop rapides. Néanmoins, tous les participants se sont unis et ont travaillé autour d'un projet commun. L'objectif a été atteint pour l'atelier Cinéma.

En ce qui concerne la temporalité, les ateliers ont duré un peu trop longtemps. J'ai senti la motivation des apprenants baisser vers la fin de l'atelier. Néanmoins, ce temps était nécessaire pour mener à bien le projet de l'atelier Cinéma. Les plages horaires étaient correctes et convenaient aux participants.

Les thématiques choisies pour le *Printemps au FLECI* étaient pertinentes. La plupart des participants ont d'ailleurs demandé à avoir les mêmes l'année prochaine. Je pense qu'on peut exploiter le thème du cinéma de manière différente. L'objectif était que les participants écrivent un scénario, filment et créent une affiche afin de découvrir l'envers du décor d'une production cinématographique.



Les moments d'échanges étaient pertinents et conviviaux. Ils ont permis à chacun de donner leur avis sur le projet et d'échanger. Ils ont également permis à tous de se rencontrer. Cependant, les moments d'évaluation étaient trop nombreux. Beaucoup d'apprenants n'ont pas vu l'utilité de faire deux évaluations.

Pour moi les ateliers sont avant tout de la pédagogie de projet. Je pense que certains apprenants ont eu des difficultés à le percevoir et à adhérer à cette manière de fonctionner. Je pense qu'il faudrait réexpliquer cette méthodologie en classe afin que tous comprennent l'intérêt.

Les fiches d'animation étaient nécessaires : elles permettent de bien préparer une séance et de garder une trace de ce qui a été fait.

Globalement, les participants étaient contents de l'atelier. Ils ont aimé découvrir le vocabulaire et l'histoire du cinéma, regarder et débattre sur un film. Ils ont trouvé que c'était une bonne manière de faire du français. Ils ont aussi apprécié le tournage, mais ils l'ont trouvé trop long et répétitif. Ils auraient préféré voir plus de films et sortir au cinéma.

L'atelier Cinéma avaient trois objectifs : regarder un film choisi par les participants (*Les Invisibles/ La Famille Bélier*), réaliser un court-métrage (*L'incomparable Carrefour des Cultures*) et, enfin, proposer un thème pour *Cinéma des Cultures* (le féminin). C'est peut-être un peu trop d'objectifs pour un seul atelier.

En définitive, le *Printemps au FLECI* a connu le développement de sa première édition. Il nous est difficile de parler en terme d'objectifs atteints mais préférable d'envisager la consolidation de l'initiative et de penser son impulsion dans la prochaine édition.

”  
Olivia Otte

“

Mon évaluation de l'atelier Nouveau SouffLE est mitigée.

Le constat le plus évident est que le projet n'a pu aboutir dans les délais que nous nous étions fixés.

Pour expliquer cela, je dois tout d'abord reconnaître le manque d'organisation dont j'ai fait preuve pour mener l'atelier. Si, pour ma part, j'avais généralement les idées claires sur ce qu'il y avait à faire, par contre les différentes étapes du développement du projet n'étaient pas forcément limpides pour le groupe que j'ai accompagné.

Pour une prochaine édition, je souhaiterais une implication plus marquée du public leur laissant ainsi une vraie marge de manœuvre et permettant de les responsabiliser davantage dans la conception et la rédaction des rubriques. Je souhaiterais aller encore plus loin dans le processus d'effacement des frontières entre apprenants et formatrice pour que nous devenions tous des participants, sans pour autant négliger mon rôle d'animatrice comme garante du projet, de sa bonne réalisation et donc arriver à une

posture d'accompagnatrice et facilitatrice du travail.



Pour cela, il faudrait certainement renforcer l'appropriation du projet, la construction de celui-ci, avant même, peut-être, de commencer les ateliers. Lors de l'atelier, je pense que nous n'avons pas pris le temps de réfléchir suffisamment sur l'objet qu'est une revue, sur ce qu'elle contient, de détailler notre sommaire ensemble, de réfléchir à la charte graphique, ...

Quoi qu'il en soit, l'expérience est riche en enseignements. Les écueils rencontrés et les failles mises à jour nous feront évoluer et grandir. Notre méthode sera retravaillée en amont, renforcée.

”

*Alice Bertrand*

## Côté participants

Tout notre groupe était d'accord avec les ateliers. Le but était de travailler l'interculturalité, de partager des moments ensemble, de découvrir des autres cultures. Nous avons tous apprécié sortir dans Namur pour faire des photos. Par contre, nous aurions aimé inviter des professionnels de la photographie en classe. Cela aurait été intéressant. Nous avons moins aimé les parties

théoriques de l'atelier et l'atelier *Manuel* : c'était moins dynamique. Nous aimerions aussi travailler plus la langue française et la grammaire. C'est pourquoi, nous proposons une méthode de travail hybride (une semaine d'atelier et une semaine de cours). Pour l'année prochaine, nous proposons les thématiques suivantes : le sport, la musique et l'informatique.

**Gloria Caicedo**  
(Atelier Image et photolangage)

Nous avons bien compris les objectifs du *Printemps au FLECI* : cela nous a permis d'apprendre le français autrement, de rencontrer d'autres étudiants de Carrefour des Cultures. Nous pensons néanmoins que tous les objectifs de notre atelier n'ont pas été atteints par manque de temps : nous devions parler du gaspillage et nous ne l'avons pas fait et nous devions aussi créer un plat multiculturel avec les ingrédients de tous les pays du groupe. Dans notre groupe aussi, nous voudrions inviter un professionnel de la cuisine et nous trouvons que la méthode de travail hybride serait une bonne idée.



Je suis moyennement contente de mon expérience. C'était amusant, mais nous avons beaucoup travaillé et très peu cuisiné. Je trouve que l'expérience culinaire, en lien avec la cuisine n'était pas assez présente.

J'imaginai qu'on allait rencontrer des personnes d'autres pays, découvrir la cuisine chinoise ou japonaise, qu'on allait apprendre la cuisine des

autres pays, ... Mais on a parlé plus de culture que de cuisine.

Nous avons d'ailleurs beaucoup appris sur les différentes cultures, nous avons rencontré des nouvelles personnes, mais c'était difficile d'être dans un groupe avec des personnes ayant des niveaux de français différents.

Le meilleur moment, pour moi, a été la présentation de mon pays, lorsque que j'ai expliqué les différentes cultures en Syrie. J'aime beaucoup parler de mon pays d'origine. Les gens sont souvent étonnés d'apprendre que de nombreuses civilisations sont passées en Syrie. Ils ne voient généralement que la guerre qu'il y a aujourd'hui. J'aime également faire découvrir une danse traditionnelle qui s'appelle Dabke et les blagues sur les gens de ma ville, ...

Pour la prochaine fois, je voudrais ajouter d'autres thématiques pour les ateliers : la Culture, Histoire et traditions ou encore la musique ou la littérature.

**Nermein Albitar**  
(Atelier Cuisine et culture)

“

L'atelier Nouveau SoufFLE nous a permis d'apprendre à donner notre avis, à nous exprimer, à interroger des personnes. Nous avons également découvert le fonctionnement du système belge. Ce qui a été difficile pour nous, ce sont les retranscriptions des interviews : il nous aurait fallu une séance d'information sur ce point. Nous éprouvons également des difficultés pour écrire. Nous aurions dû mieux nous organiser. C'est pourquoi l'année prochaine, nous souhaiterions avoir davantage de grammaire durant l'atelier ainsi que d'avoir la possibilité de rencontrer un journaliste.

**Saïda Mohamed Olo**  
(Atelier Nouveau SoufFLE)

“

J'ai participé à l'atelier Cinéma parce que j'adore le cinéma, je regarde beaucoup de films. Les objectifs de l'atelier étaient de bien comprendre comment on fait un film, quel message on veut faire passer, de connaître le métier de réalisateur, d'acteur.

J'aime autant les ateliers que les classes habituelles.

J'ai appris à parler français et à écrire tout en découvrant comment on fait un film.

La fête de clôture était pour moi une belle journée parce que j'ai rencontré de nouvelles personnes. Jusqu'à présent nous n'avons pas encore rencontré les autres ateliers, mais maintenant j'ai pu faire connaissance avec les autres participants.

**Besnik Vucaj**  
(Atelier Cinéma)

“

Dans l'atelier Image, on a fait une exposition avec des photos et on a appris comment prendre des photos et les règles pour qu'elles soient réussies. C'est intéressant pour moi. J'aime prendre des photos et donner du sens aux images. Par exemple, comment la guerre transforme la personne et la fait quitter son pays. Les photos expriment mieux nos sentiments. J'ai aussi appris le droit à l'image. Je dois demander aux personnes si elles sont d'accord d'être prises en photo. Il y a aussi des bâtiments que l'on ne peut pas prendre librement en photo ...

Je trouve que ce système d'atelier est une bonne idée pour apprendre le français. J'ai beaucoup cherché tout le temps comment apprendre, communiquer en français, mais pas de manière traditionnelle, sans grammaire. Je pense que j'apprends beaucoup en parlant avec les autres personnes, du nouveau vocabulaire par exemple, j'écoute aussi différentes manières de parler.

**Hala Issa**  
(Atelier Image et photolangage)



Il y a des difficultés de travail qui sont dues à la mixité des niveaux. Il faudrait donc instaurer une partie « grammaire » pour aider tout le monde. Malgré cela, on voit bien la progression orale de certains d'entre nous.

**Luciana De Abreu**  
(Atelier Image et photolangage)

Les objectifs de l'atelier Cinéma sont de découvrir ce qui est en rapport avec le cinéma et comment réaliser un film. Pour atteindre ces objectifs, je mets en pratique les conseils donnés pendant le cours. Pour moi, la méthodologie est bonne, équilibrée entre théorie et pratique. Pour moi, comme je suis attirée par le cinéma, je trouve cet atelier très intéressant. J'ai appris la manipulation de l'appareil photo, les différents angles de prise de vue, le cadrage, etc. Néanmoins, les cours traditionnels restent nécessaires parce qu'ils donnent les outils pour parler, écrire et comprendre le français.

Je propose de garder la même dynamique et partager entre théorie et pratique ; je n'ai pas de thématique particulière, mais quelque chose qui touche le socioculturel serait bien aussi.

**Yamira Suarez**  
(Atelier Cinéma)

Les sujets développés ne sont pas très faciles, mais vraiment intéressants. On a appris des choses autour des thématiques de démocratie, comment être citoyenne, citoyen, ... Avant de commencer, j'étais intéressée par d'autres thématiques, mais je suis finalement contente d'être dans l'atelier Nouveau SouffLE parce qu'on parle de choses réelles, de la société dans laquelle on vit. L'atelier est une manière positive de découvrir ce qui se passe en Belgique et aussi de découvrir le fonctionnement d'autres pays. C'est aussi une opportunité de poser des questions à des personnes étrangères.

Les réflexions en classe nous font réfléchir par rapport à notre propre citoyenneté dans notre pays, réfléchir au fait que nous pouvons agir et pas seulement critiquer.

**Jimlen Matarong**  
(Atelier Nouveau SouffLE)

Je suis contente de l'atelier car je suis rentrée en contact avec de nouvelles personnes.

Pendant l'atelier, je n'ai rien appris de nouveau en ce qui concerne la langue française, mais j'ai un peu appris à propos des techniques photographiques et des différentes cultures qui composent le groupe.



Comme point positif, je citerais l'ambiance. Je sens que nous sommes une famille, il n'y a pas de tension.

Je regrette que nous ne sortions pas beaucoup à l'extérieur pour faire des photos et visiter beaucoup d'endroits.

Pour une prochaine édition, je souhaiterais sortir davantage et que l'on corrige plus nos erreurs en français.

**Nehad Fawzy**  
(Atelier Image et photolangage)

Je suis content à cause de l'intégration des différentes personnes, la participation de chacun.

J'ai beaucoup aimé aller à l'exposition dans la Galerie du Beffroi.



La prochaine fois, j'aimerais planifier des excursions, par exemple pour connaître Bruxelles.

**Xhevdet Noka**  
(Atelier Image et photolangage)

Dans toutes les activités réalisées dans le cadre des ateliers, celle que j'ai préféré est l'entretien que nous avons eu avec Monsieur Burnotte. Il est récemment pensionné et milite actuellement dans un collectif qui aide les migrants en transit et la communauté LGBTIQ. Je me suis identifié à son travail. C'est une personne très gentille et très cultivée. Il est à disposition des autres et veut les aider. Aujourd'hui, je suis bénévole dans une ONG de prévention du Sida à Bruxelles et aussi membre du collectif S13 qui aide les migrants en transit. J'espère que d'autres personnes rejoindront des causes qui nécessitent notre soutien en ces temps difficiles.

**Francisco Paredes**  
(Atelier Nouveau SouffLE)

Le projet *Printemps au FLECI* a été une grande expérience pour moi car il m'a permis de pratiquer une nouvelle façon d'apprendre, et d'améliorer mon français. Un de mes meilleurs souvenirs de cette belle expérience a été l'interview de Maxime Prévot. Au début quand ma formatrice Alice m'a dit qu'elle avait pris rendez-vous avec le bourgmestre de Namur, je n'y croyais pas puisque dans mon pays faire de même est quasiment impossible, la bureaucratie est énorme et les politiques, dans certains cas, se considèrent comme des dieux et non des personnes qui sont au service du peuple. Un mercredi après-midi, sous une chaleur pesante, nous nous sommes rendus à trois au bureau du bourgmestre pour notre rendez-vous tant attendu. Nous avons été accueillis avec une grande courtoisie par sa secrétaire. Après un temps d'attente, Maxime Prévot est sorti de son bureau et nous a reçu dans la salle de réunion. Il nous a réservé un accueil chaleureux. Après s'être présentés et avoir présenté Carrefour des Cultures, nous avons commencé l'interview. Il a accepté calmement de répondre. Une fois l'entretien terminé, nous lui avons respectueusement demandé si nous pouvions prendre une photo avec lui, ce qu'il nous a accordé avec beaucoup d'humilité et d'émotion. À la fin, nous lui avons dit au revoir avec le célèbre mot espagnol « Adios » et il a répondu très gaiement « Adios Amigos ». Cette expérience a été très enrichissante.

**Rafael Perez**  
(Atelier Nouveau SouffLE)

## EN CONCLUSION, LAISSONS À ALICE, COORDINATRICE FLE ET FORMATRICE, LE MOT DE LA FIN :

*Cette première édition du Printemps au FLECI a été une source infinie d'échanges. D'échanges avec les participants, d'échanges entre les participants, de différentes manières de voir, de différentes manières de faire, de différentes manières de comprendre et d'appréhender le monde, la société. Chacun avec son histoire, chacun avec sa culture, ensemble dans un même projet. Tous les participants se sont exprimés, même les plus timides. Chacun d'eux a aussi bravé ses peurs, soit pour mener des interviews, soit pour réaliser des animations auprès d'autres groupes. Une vraie complicité, voire une fraternité s'est nouée au sein du groupe. Et ça, c'est précieux ! Il nous revient de cultiver ce sentiment dans les éditions à venir ...*



Espaces formations/informations  
Français Langue Étrangère, Citoyenneté et Interculturalité

## Inscriptions pour le module janvier-juin 2022

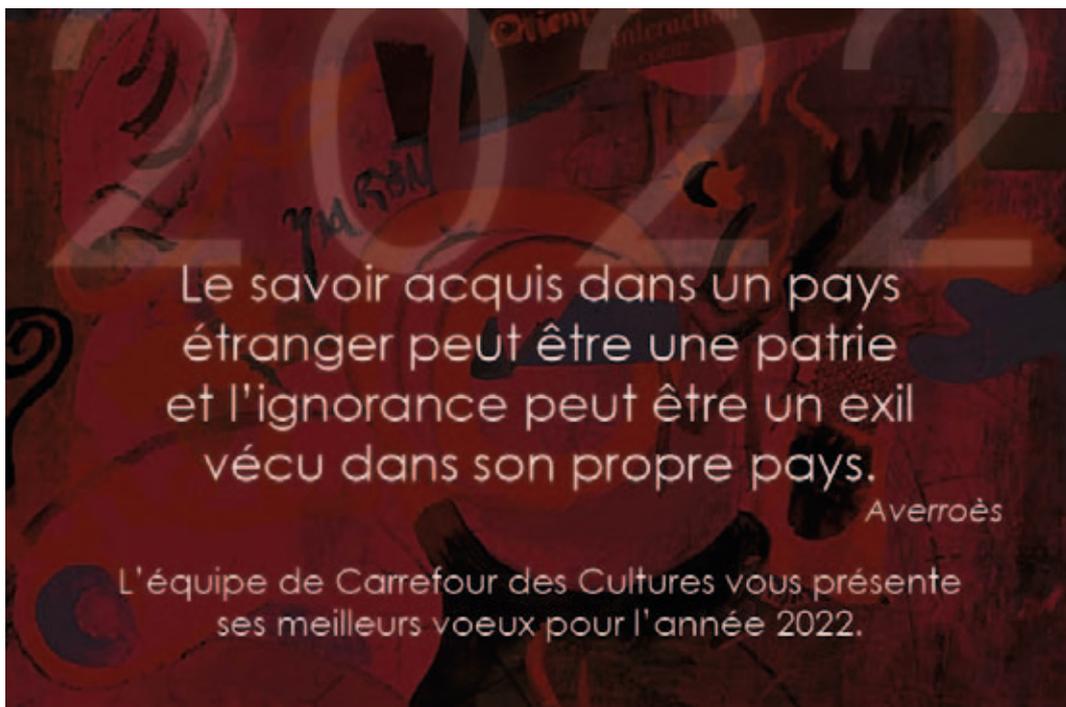
La rentrée aura lieu le 10 janvier 2022 et les modalités d'inscription sont programmées selon le calendrier suivant :

### Les permanences pour les inscriptions :

- Lundi 20 décembre 2021 de 9h à 11h et de 14h à 16h
- Mardi 21 décembre 2021 de 9h à 11h et de 14h à 16h
- Lundi 3 janvier 2022 de 9h à 11h et de 14h à 16h
- Mardi 4 janvier 2022 de 9h à 11h et de 14h à 16h

### Les tests de positionnement :

- Mardi 21 décembre 2021 à 9h (complet)
- Mercredi 5 janvier 2022 à 9h



# Déjà parus ...

## 2021

N°9, Interroger l'égalité des sexes

## 2020

N°8, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication

N°7, À l'heure du confinement

N°6, Religion, le Soi et l'Altérité

## 2019

N°5, Une attestation pour une intégration

## 2018

N°4, Politique d'intégration

N°3, L'ISP à Carrefour des Cultures

## 2017

N°2, Croix-Rouge, un temps pour l'exil

N°1, Avec et autour de notre diversité



## Dernier numéro

Disponibles sur notre site internet :  
[www.carrefourdescultures.org](http://www.carrefourdescultures.org)

## Nos espaces formations/informations et nos services

### Français Langue Étrangère

Modules semestriels

Groupes de niveaux (A1.1, A1.2, A2 et B1) et

Tables de conversation

Des espaces qui favorisent l'expression, la réflexion et la construction en commun

Renseignements : Alice BERTRAND : 081 23 94 50

### Formation à l'Intégration Citoyenne

Espace formation/information

Ateliers de réflexion, de débat, d'idées et de diversité d'approches

Modules intensifs ou longs

Renseignements : Tarek HOUMIMI : 081 23 94 55

### Accompagnement social et juridique

Permanences :

Mardi, mercredi et jeudi de 13h à 16h

Renseignements : Céline SCIEUR : 081 23 94 54



CarrefourdesCultures  
Des singularités  
pour une citoyenneté plurielle

20 réflexions  
actions  
ans partages  
diffusions

Notre engagement :  
un CDI

Citoyenneté  
Démocratie  
Interculturalité